



REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

CONTRE LA DEGRADATION ACCELEREE DES CONDITIONS DE VIE LES LUTTES OUVRIERES MASSIVES ET UNIES SONT NECESSAIRES ET POSSIBLES

■ L'unification de la classe ouvrière ne se forge pas seulement dans ses périodes de luttes ouvertes.

Cette unité s'élabore et se construit concrètement dans la réalité quotidienne, dans les conditions de vie matérielles présentes des ouvriers.

Ce sont aujourd'hui tous les ouvriers qui subissent les mêmes épreuves, qui sont confrontés aux mêmes problèmes, à une offensive massive et frontale de la bourgeoisie contre eux.

Simultanément :

-c'est l'attaque croissante de leur salaire;
-c'est la dégradation générale de leurs conditions de travail;

-c'est la remise en cause de toute leur protection sociale, et donc de leur santé;

-ce sont les annonces de licenciements décuplées et le chômage, qui touche officiellement 32 millions de personnes dans la population active dans les pays de l'OCDE, qui s'étend à un rythme encore plus accéléré.

Ces effets sur la classe ouvrière d'une accentuation de la crise et de la récession à un niveau mondial, n'épargnent plus aujourd'hui aucun secteur, ni aucun pays dans toute l'Europe occidentale, au cœur du capitalisme.

Une telle détérioration commune des conditions matérielles d'existence, qui tend à s'accélérer uniformément partout, représente pour la classe ouvrière des conséquences très lourdes. Cela entraîne, implique directement une interrogation majeure : comment résister efficacement aux attaques frontales, massives de la bourgeoisie? Comment mener la lutte contre elles ?

Les ouvriers n'ont pas le choix!

Alors que le mécontentement est général, que la même volonté de lutte est présente partout dans la classe, le prolétariat ne peut plus se permettre d'entrer en lutte comme s'il s'agissait de riposter à des attaques spécifiques, partielles, isolées les unes par rapport aux autres.

Par rapport à ces revendications spécifiques, catégorielles, corporatistes, qui surgissent inévitablement au sein de la classe aujourd'hui, il doit être clair qu'elle rejoignent les préoccupations des autres ouvriers et donc il s'agit de ne pas rester enfermés dedans.

Mais aussi l'attaque générale de la bourgeoisie va elle-même bien au delà, ne se limite plus à un terrain spécifique.

Ainsi, pour les instituteurs, le "statut des maîtres-directeurs" représente certes une attaque franche contre les conditions de travail, mais cela, pour eux-mêmes, ne constitue pas -et de loin- la seule attaque actuelle : ce sont aussi leurs salaires qui sont gelés, leur niveau de vie qui est amputé, ce sont les suppressions de postes qui menacent par milliers. De même, lors de la puissante grève à la SNCF, toute la colère des cheminots n'exprimait pas un simple rejet de la nouvelle grille des salaires, mais s'étendait à la dégradation des conditions de travail qui leur était imposée, aux milliers de suppressions d'emplois en jeu dans le secteur.

Au contraire, il doit être clair pour tous les ouvriers que ce sont partout les mêmes attaques, les mêmes difficultés auxquelles ils sont confrontés,

qu'ils soient salariés du secteur nationalisé ou non, qu'ils travaillent dans le secteur public comme dans le secteur privé, qu'ils soient employés dans une industrie dite de pointe, ou dans un secteur réputé archaïque, que leur activité soit productive ou pas, qu'ils soient liés à une multinationale ou à une petite entreprise artisanale.

Il doit être clair pour tous les ouvriers que la lutte contre les licenciements est la même lutte partout, qu'ils soient annoncés dans l'automobile, la sidérurgie, les chantiers navals, l'industrie chimique ou tout autre secteur, que le chômage entraîne inéluctablement chaque victime dans la même misère.

Tous les ouvriers sont logés à la même enseigne face aux attaques de la bourgeoisie. Ce sont les mêmes problèmes que tous ont à résoudre.

Ces problèmes sont d'autant plus partagés, sont le lot commun, que les ouvriers se trouvent face aux mêmes obstacles, aux mêmes pièges, aux mêmes manœuvres dressées par la bourgeoisie contre eux pour masquer cette unité réelle, pour les empêcher de prendre conscience de ces conditions d'existence qui rendent l'unification des luttes non seulement nécessaire mais tout à fait réalisable.

En cherchant à canaliser, à ramener toutes les luttes ouvrières sur un aspect particulier, différent et distinct, en mettant toujours en avant en toute occasion dans tel ou tel combat des revendications spécifiques, la bourgeoisie, avec sa gauche, ses syndicats, ses gauchistes au premier rang sur le terrain, ne poursuit qu'un seul objectif : elle s'emploie activement en toutes circonstances à organiser la dispersion de la riposte ouvrière. Elle recherche l'enfermement et la division des ouvriers, elle met en exergue des intérêts spécifiques dans les luttes pour opposer ces luttes les unes aux autres, pour empêcher leur unification.

Elle parviendra à ses fins tant que les ouvriers ne prennent pas eux-mêmes en charge l'extension et l'unification de leurs luttes au delà du secteur.

C'est une leçon essentielle de la grève à la SNCF où toute la bourgeoisie en bloc a fait barrage pour asphyxier la lutte dans le cadre corporatiste, favorisant l'entretien maximum des illusions des ouvriers dans ce sens, focalisant l'attention générale des ouvriers sur le "problème" de la grille des salaires des agents de conduite pour empêcher que le même mouvement ne s'étende à la RATP, aux PTT, à l'EDF où toutes les préoccupations présentes chez les cheminots étaient posées au même moment.

C'est le même sale travail que la bourgeoisie poursuit actuellement en cherchant à dévoyer la lutte des instituteurs sur le terrain du "statut des directeurs". En restant enfermée, cloisonnée sur le terrain de revendications spécifiques, du corporatisme, la lutte ouvrière ne peut déboucher sur rien d'autre qu'une impasse, et sur la défaite.

La classe ouvrière ne peut engager des moyens efficaces dans ses combats, n'est capable de faire reculer la bourgeoisie que si elle oppose le front de lutte le plus large possible aux attaques de la bourgeoisie, que si elle est capable d'imposer, au service de la construction d'un réel rapport de forces, une extension toujours plus large de la lutte à

d'autres ouvriers, y appelant et entraînant d'autres secteurs.

La classe ouvrière doit et peut intégrer dans les combats dans lesquels elle est obligée de repartir, dans la lutte qu'elle est amenée à reprendre et à pousser plus loin, une réflexion consciente sur ses propres expériences.

Aujourd'hui, les conditions sont réunies pour cela, pas seulement en France mais dans tous les foyers en Europe où le prolétariat se trouve placé, de façon similaire, au cœur de la situation.

Ainsi en Belgique, où, face à un redoublement des attaques et des mesures que la bourgeoisie avait tenté d'imposer au printemps 86 et qui avaient été mises en échec pendant trois mois par le déferlement d'une vague de luttes massives, ce sont les mêmes ouvriers, mineurs du Limbourg et sidérurgistes de Charleroi, qui se retrouvent résolument à la pointe de la résistance des ouvriers avec une combativité intacte et une expérience plus aiguisée des manœuvres de la bourgeoisie.

Ainsi en Espagne, où s'est accumulée une tension sociale énorme après cinq ans de politique de "rigueur économique", sous la férule du PSOE, et qui se traduit par une intense effervescence dans laquelle sont impliqués simultanément les cheminots, le personnel hospitalier, des enseignants, des métallos, des ouvriers des chantiers navals, des mineurs, des ouvriers agricoles, paralysant une bonne partie de l'activité vitale du pays.

Ainsi le développement des luttes ouvrières de plus en plus nombreuses partout dans le monde (voir articles p. 4 et 5) et notamment en Europe occidentale, là où le prolétariat est le plus expérimenté, le plus puissant pour opposer à la bourgeoisie un rapport de forces suffisant et ses propres perspectives, exprime partout la même détermination ouvrière à riposter massivement.

Ceci pose aux ouvriers concrètement la question de l'unification de ces luttes.

Pour les ouvriers en France, ceci constitue le meilleur des encouragements à riposter massivement et à prendre en mains ces luttes pour les unifier, à faire fructifier l'expérience générale mûrie par la défaite des cheminots.

Y.D.

Sommaire

FRANCE :	
• Crise économique : les ouvriers doivent payer..p. 2	
• Les syndicats divisent les luttes ouvrières.....p. 3	
• ... les gauchistes volent à leur secours.....p. 3	
• La CGT réprime au service de la bourgeoisie..p. 6	
LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE :	
• Espagne, Belgique, Grande-Bretagne.....p. 5	
• Mexique, Brésil, Yougoslavie.....p. 5	
• CRISE ECONOMIQUE.....p. 4	
• Réunion publique de la FECCL.....p. 6	

L'ECONOMIE NATIONALE PLONGE DANS LA RECESSION C'EST TOUTE LA CLASSE OUVRIERE QUI EN FAIT LES FRAIS

■ L'aggravation de l'effondrement économique du capitalisme, qui entraîne avec elle une guerre commerciale sans merci des bourgeoisies de tous les pays, s'est profondément accélérée en France ces trois derniers mois. La raison de cette crise et de cette guerre commerciale "à couteaux tirés" que se livrent les différents Etats capitalistes et-en son sein le capital français- n'est rien d'autre que de tenter désespérément de grignoter des débouchés solvables dans un marché de plus en plus saturé. (1)

Dès le début de l'année (malgré tous les discours "habituels" de la bourgeoisie sur "les solutions pour s'en sortir"), l'activité économique en France -qui s'était déjà vivement ralentie depuis l'automne dernier- a subi une dégradation qui a franchi un nouveau palier avec un déficit accru de la balance commerciale : 400 millions de francs pour ce mois de mars ! Alors qu'en 1986, le marché intérieur se ralentissait et que les pertes des ventes françaises à l'extérieur étaient d'environ 2%, aujourd'hui, dès le mois de décembre -et cette tendance ne fait que s'accroître- les exportations ont déjà chuté de 5,4% !

Suite à cette aggravation de l'économie française face à ses concurrents, la bourgeoisie a dû réviser "dans l'immédiat" ses prévisions... en baisse ! Le 25 février, le gouvernement retenait comme "hypothèse" (sic), une inflation de 2,5% au lieu des 2% annoncés précédemment. (En effet, avec une hausse des prix de 0,9% rien que pour le seul mois de janvier, on voit mal comment l'inflation pourra même seulement être de 2,5% !).

A cette révision en hausse de l'indice d'inflation, s'ajoute une accélération de la récession.

Il n'y a plus un seul secteur qui ne soit épargné, secteur public, secteur privé, des secteurs traditionnels (mines, chantiers navals...) aux secteurs de pointe (informatique, aérospatiale...), et jusqu'au secteur privilégié de la bourgeoisie, celui où elle doit porter le maximum d'effort : l'industrie d'armement !

Cette plongée dans le gouffre de la crise continue d'entraîner avec elle une augmentation inexorable du chômage et la tragique paupérisation qui affectait jusqu'à présent essentiellement le tiers-monde vient frapper aux portes des pays les plus industrialisés. En janvier 87, le chômage touchait 11,7% de la population active (source Eurostat). Le chômage des adultes (35/45 ans) augmentait de 13,7% en 86. Et dire que le chômage baissait chez les moins de 25 ans n'est qu'un "bluff". En effet, comme l'avoue ingénument un journaliste de la bourgeoisie (Le Monde Diplomatique, mars 87), si l'on ajoute à ces chiffres "officiels" qui "ne rendent que très partiellement compte d'une réalité trop honteuse pour être révélée dans toute son ampleur", les 534 000 emplois "précaires" (c'est à dire des chômeurs !), les "exclus" évalués au minimum à 400 000 personnes, seulement parmi les jeunes, on voit l'ampleur, le caractère massif que prend le chômage au coeur même des pays industrialisés. Ce n'est pas pour rien que Séguin, ministre des Affaires sociales, revendique le titre de "ministre du chômage" !

AGGRAVATION DES ATTAQUES CONTRE LES SALAIRES

Dès 1982 et 1983, la gauche avait déjà bloqué les salaires et supprimé les clauses automatiques d'indexation sur les prix des conventions collectives et de la plupart des accords d'entreprise. Aujourd'hui, comme le soulignent les experts de la bourgeoisie (INSEE) : "il importe que la modération des hausses de salaire ne soit pas remise en cause". En effet, pour ne citer que quelques exemples, dans la Fon-

ction Publique, De Charette a réaffirmé son "opposition à l'indexation des rémunérations des fonctionnaires sur les prix". Celles-ci ne dépasseront pas 1,7% pour 87 (alors que l'inflation prévue est déjà de 2,5% !). Dans le secteur bancaire, les travailleurs pourront attendre... le 1er mai pour obtenir une augmentation de ...1% et le ...1er décembre pour une augmentation de ...0,7% ! Le secteur privé n'est pas épargné, pour ne citer encore qu'un exemple parmi tant d'autres, les salariés des mines de Potasse en Alsace sont appelés à se satisfaire d'une augmentation de 365F par an ! Partout dans tous les secteurs, sous toutes les formes possibles, les salaires seront réduits. Comme l'a rappelé Balladur, même si la hausse des prix est -et sera- plus élevée que prévu, il n'y a pas "de raison" pour modifier "en quoi que ce soit" la politique salariale du gouvernement. Quant à l'introduction du "salaire au mérite", on sait ce que cela veut dire : travailler toujours plus pour gagner toujours moins puisque l'Etat ou le patronat peuvent dans ce cas, accorder ce qu'ils veulent. Notamment, les accords sur le calcul global des "salaires au mérite" prévoient des pertes pouvant aller jusqu'à 10% (les Mutuelles Réunies, par exemple) ou une réduction dans la masse salariale du poids de l'ancienneté de plus de la moitié (par exemple, 0,7% au lieu de 1,8% au Centre National des Caisses d'Epargne et de Prévoyance) !

ACCELERATION DES SUPPRESSIONS D'EMPLOI ET DU CHOMAGE

S'il fallait citer toute la liste des suppressions d'emploi et des licenciements "secs" ou accompagnés d'une "obole", ne serait-ce que ce dernier mois, une page de ce journal n'y suffirait pas ! Ainsi, pour ne donner donc que quelques exemples :

- dans l'automobile, ce sont 30 000 suppressions de postes qui sont prévues pour 87. Fin février, début mars, notamment Renault "planifie" 6 000 licenciements pour 87, Peugeot supprime 2 563 emplois;
- dans la sidérurgie, où la production a chuté de 13,3% de 80 à 86 dans les pays industrialisés, 20000 emplois sont menacés à court terme;
- à la SNCF, malgré les cris d'alarme de certaines fractions de la bourgeoisie après les luttes de décembre, la direction annonce 11 000 suppressions d'emploi et menace de fermer 25 lignes du trafic ferroviaire.
- dans les Télécommunications, 30 000 emplois sont menacés dans les industries électroniques auxquels s'ajouteraient les 35 000 à 40 000 suppressions d'emploi déjà prévues par la direction générale;
- dans l'industrie d'armement, pour ne citer que les secteurs les plus importants, il faudra supprimer au GIAT, 2 800 à 3 600 emplois ouvriers d'ici 1990 (le 1/4 du personnel), le groupe Dassault-Breguet et la Sté Aérospatiale doivent débaucher 1 millier de personnes dans chacune des entreprises, au CEA (où comme dans la plupart des secteurs liés au nucléaire, le marché devient saturé), il y a eu dans l'immédiat 234 licenciements dans le secteur civil et 188 dans le secteur militaire et on ne remplace plus "qu'un peu moins" d'un partant sur deux;
- dans les chantiers navals, après les 6 000 emplois supprimés depuis juillet 86, les Ateliers et Chantiers de la Rochelle-Pallice licencient 850 salariés, la Sté Métallurgique de Normandie à Caen 300 salariés, etc...

Encore une fois, il nous est impossible ici d'écrire la liste de tous les licenciements et suppressions d'emploi qui ont déjà eu lieu depuis le début de l'année et ceux qui sont prévus pour très bientôt. Nous n'avons pas cité notamment, tous les li-

cenciements qui sont tombés par dizaines ou par centaines dans de multiples usines, chantiers, dans la majorité des secteurs et dans toutes les régions. D'une façon générale, tous les experts de la bourgeoisie prévoient 200 000 chômeurs de plus cette année "sans mesures sociales spécifiques" et "sans compter que les réserves de productivité (...) dans les industries et les services, continueront de supprimer des emplois". ("La Tribune" du 2-3-87)

AGGRAVATION DES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL.

Afin de faire baisser les coûts de main-d'oeuvre, les attaques contre les salaires, l'aggravation du chômage s'accompagne d'une dégradation terrible des conditions de travail. Celles-ci voient notamment une augmentation sans cesse accrue des taux de productivité. Partout les cadences s'accroissent. Par exemple, à Talbot, les "gains" de productivité sont passés de 8% à 10%; dans la Fonction Publique, les suppressions de postes et "l'encouragement du travail à temps partiel" doivent tendre, dans de plus en plus de secteurs, à faire effectuer par un seul employé le travail de deux ! La loi sur "l'aménagement du temps de travail" doit permettre (là où il ne l'était pas encore !) de déroger au principe du travail de nuit des femmes, etc...

A cette aggravation des conditions de travail, s'ajoutent les attaques frontales contre les conditions de vie sous tous les aspects. Ainsi, le démantèlement de la Sécurité Sociale constitue un assaut inouï touchant toute la classe ouvrière : les ouvriers qui ont encore du travail, les chômeurs, et parmi ceux-ci toute la pyramide des âges, des jeunes aux plus vieux. Et l'on peut voir aujourd'hui en France, des ouvriers au chômage...mourir faute d'argent et de protection sociale pour n'avoir pu être soignés ! Comme Séguin vient de le déclarer clairement : "il n'est pas évident que la Sécurité Sociale existe encore dans 5 ans... Les français croient toujours que Zorro va arriver et ce n'est pas vrai. Je ne connais pas de freinage des dépenses de 10 milliards qui puisse être totalement indolore". En effet, outre une augmentation du forfait hospitalier (mis en place par la gauche) de 0,9% et la suppression de la franchise postale, le remboursement intégral des médicaments dits de "confort" (à vignette bleue) remboursés déjà qu'à 40% seulement doit être supprimé pour les assurés atteints d'une maladie longue et coûteuse, la plupart des vitamines ne sont plus remboursées du tout, etc... De même, ces derniers jours, le gouvernement prévoit un plan draconien pour les retraites s'accompagnant de financements supplémentaires pour les salariés, d'un recul de l'âge du départ à la retraite et de la nécessité de travailler plus longtemps pour y avoir droit. Ainsi, la bourgeoisie pressure de plus en plus les travailleurs, leur permet même de moins en moins de reconstruire leur force de travail quand elle ne les rejette pas carrément comme le rebut d'éléments inutiles de la société.

Contre ces attaques anti-ouvrières frontales, massives, violentes et qui voient -comme partout- le mythe de "l'Etat social" s'effondrer comme un château de sable, se développe plus que jamais la nécessité et la volonté de la classe ouvrière de poursuivre le combat.

M.B.

(1) voir articles dans ce n° sur la crise économique à l'ouest et dans la Revue Internationale n°47 et 48

GAUCHISTES (suite de la p. 3)

Quand, comme à Nantes, un certain nombre de grévistes s'efforcent d'asseoir leur refus de voir les syndicats chapeauter le mouvement sur une critique profonde de leur fonction de saboteur, LO justifie la présence des syndicats :

"Les gens ne comprendraient pas, on risque de se les mettre à dos". Rien d'étonnant à voir alors les syndicats réapparaître aux côtés des gauchistes de LO et de la LCR pour enfermer le mouvement derrière la barrière du secteur, le liant pieds et poings à des revendications sectorielles, "le statut", la "qualité de l'enseignement" chère à LO.

Partout où les syndicats traditionnels commencent à être mis sur la touche par les ouvriers eux-mêmes partout où les ouvriers manifestent la volonté de prendre en charge la direction de leurs luttes, les gauchistes s'activent pour désamorcer, noyer et encadrer cette volonté ouvrière derrière des structures invertébrées, stériles.

Leur véritable force, les ouvriers ne la trouveront que dans l'extension, sous leur contrôle permanent, de la lutte aux autres secteurs, que dans l'appel aux autres ouvriers à entrer massivement en lutte.

Pour cela, le plus grand danger serait de s'en remettre aveuglément à ceux qui prétendent les "défendre", les "organiser à la base". Les ouvriers doivent rester vigilants : dans les luttes en cours et dans celles à venir, les gauchistes n'abandonneront pas, mais au contraire développeront leur fonction bourgeoise de saboteurs des luttes ouvrières. Quel que soit le langage radical derrière lequel ils se dissimulent, ils participent activement au travail de division du combat ouvrier.

MO.

TERRORISME-ANTI-TERRORISME: LE TERRAIN DE LA BOURGEOISIE

■ Au début du mois de mars, la campagne anti-terroriste a connu un nouveau sommet. En quelques jours, on a assisté au procès Abdallah, à l'arrestation spectaculaire des chefs d'Action Directe pendant que le gouvernement français arrêtait et expulsait vers l'Espagne de nouveaux membres de l'ETA. A cela, il faut ajouter les nouvelles menaces d'attentats faites par l'OJR contre la population française, et la question permanente depuis des mois des otages au Liban.

Ce problème du terrorisme a fait la une dans tous les médias et était, semble-t-il, la principale préoccupation de nos gouvernants.

Il paraît que ce fléau met la démocratie en danger. Et c'est pour cela que le gouvernement n'a cessé de nous répéter que la France devait se donner tous les moyens de le combattre, tandis qu'à gauche, comme à droite, se multipliaient les appels à l'union de tous les français pour défendre la démocratie.

Tout cela n'est que mensonge et mystification ! C'est une campagne idéologique d'envergure que la bourgeoisie répète encore une fois et qui comme d'habitude vise tout d'abord à justifier le renforcement de son appareil de répression; aujourd'hui, par une présence accrue dans les rues pour soi-disant empêcher les attentats, demain pour affronter le plus efficacement possible les luttes ouvrières.

Quand la bourgeoisie "se donne les moyens", ce n'est pas pour combattre le terrorisme, c'est pour être prête à affronter, quand ce sera nécessaire, les luttes ouvrières.

Défendre la démocratie, se serait défendre un système qui exerce sa violence contre la classe ouvrière, lui impose en permanence une exploitation de plus en plus féroce, aggravant ses conditions de vie jusqu'à imposer à un nombre de plus en plus important d'entre eux une paupérisation absolue.

Quant au terrorisme ce n'est pas un danger extérieur à la démocratie, c'est la bourgeoisie, qu'elle soit "démocratique" ou non, qui le suscite, ou le manipule, de toutes façons qui l'utilise. L'Etat français a montré sa capacité à l'utiliser il y a peu de temps avec Greenpeace. L'OJR, l'ETA et d'autres ne sont que les bras armés de fractions de la bourgeoisie. Quant à Action Directe, les CCC ou la FAR, ce ne sont que jouets manipulés entre les mains de l'Etat bourgeois.

La classe ouvrière n'a pas à se laisser piéger dans cette campagne, comme elle n'a pas à soutenir des terroristes, qu'ils se déclarent "prolétaires", "internationalistes" ou autre. La lutte de la classe ouvrière n'a rien à voir avec le terrorisme.

Cette lutte, contrairement au terrorisme, se fait au grand jour, à visage découvert.. Elle n'est pas l'activité de quelques uns comme l'est le terrorisme, elle est par nature l'action du plus grand nombre pour défendre les intérêts de tous.

J.E.

FACE AU BESOIN D'UNITE DES OUVRIERS, LES SYNDICATS ORGANISENT LA DIVISION ...

Aujourd'hui la volonté de se battre, de riposter aux attaques du patronat et du gouvernement, de ne pas les laisser faire sans réagir, se généralise dans la classe ouvrière.

Dans tous les secteurs, dans toutes les régions, qu'ils soient actifs ou chômeurs, les ouvriers se rendent compte qu'ils n'ont pas le choix, ni la possibilité d'attendre, d'hésiter pour rentrer en lutte d'autant que le gouvernement ne cesse d'accroître sa "politique de rigueur" contre eux et que de plus il clame haut et fort qu'il ne cédera pas, qu'il ne remettra pas en cause "les chances de redressement" ni "les intérêts fondamentaux du pays" c'est à dire en clair les intérêts de la bourgeoisie. Partout la colère gronde et partout les ouvriers sont prêts à se mobiliser quand ils ne sont pas déjà entrés en lutte suivant en cela le magnifique exemple des cheminots et malgré la défaite de ces derniers. Partout les mêmes questions continuent de se poser : comment empêcher l'Etat bourgeois de mener des attaques à sa guise et saper encore plus nos conditions d'existence? Comment lui imposer un rapport de forces qui le fasse reculer? Comment mener et diriger nous-mêmes nos luttes pour imposer ce rapport de force?

LA LUTTE DES INSTITUTEURS FACE AUX MANOEUVRES SYNDICALES

Ces questions n'ont cessé de se poser notamment dans la lutte des instituteurs. Celle-ci a démarré spontanément à la mi-janvier, bien que de façon minoritaire, dans un quartier de Paris. Pendant deux mois, la mobilisation s'est maintenue, avec des hauts et des bas, s'élargissant à la province en février jusqu'à aboutir à la manifestation de 70 000 instituteurs à Paris à la veille des vacances. Cette lutte est à bien des égards représentative du climat social qui existe aujourd'hui dans la situation en France : par l'imposante combativité qu'elle révèle et qui n'a pas été entamée malgré les pressions de toute nature, par la volonté exprimée plus ou moins clairement ici ou là chez les instituteurs de diriger leur lutte en tenant des assemblées générales fréquentes, en cherchant à participer aux coordinations et à influencer sur leurs décisions. Malgré cela, les instituteurs ne semblent pas avoir tiré la leçon principale de la grève des cheminots : enfermer la lutte dans la corporation, c'est obligatoirement la mener à la défaite. Et ce ne sont pas ces faux-amis que sont les syndicats qui les ont aidés à tirer cette leçon. Au contraire. Dès le début, ils n'ont cessé de pousser le mouvement dans l'enfermement et la division :

-le SNI -syndicat majoritaire dans la corporation, qui, depuis des semaines, cherche à épuiser le mouvement en appelant soit à des "actions tournantes", soit à des grèves perlées, à des grèves d'une heure tous les matins, et même à une "grève au travail" (sic!) qui consiste à travailler et verser son salaire de la journée au syndicat! C'est lui, qui, entre autres, propose à tous les instituteurs de "faire acte de candidature au titre de maître-directeur" (sic!) : comme méthode de lutte efficace on ne

peut faire mieux... contre les luttes, mais sûrement pas contre les attaques du gouvernement. Ce sont les mêmes syndicats qui prétendent renforcer le mouvement, l'élargir en organisant des "journées portes ouvertes pour informer l'opinion publique", en faisant appel au soutien des... intellectuels, ou mieux encore celui du PS qui, lui, a largement fait ses preuves pendant 5 ans au gouvernement contre les instituteurs comme contre l'ensemble de la classe ouvrière.

-le SGEN et la tendance "Ecole émancipée" du SNI (d'obédience gauchiste, cf. article sur les gauchistes) qui, sous des dehors plus radicaux que la maison-mère, et même très critique vis à vis d'elle, poursuivent le même objectif dans les assemblées générales, dans les "coordinations" qu'ils manipulent en faisant tout pour que la question fondamentale ne soit jamais réellement posée : la nécessité vitale de l'extension du mouvement à d'autres secteurs ouvriers : ce sont eux qui ont tout fait pour limiter le mouvement à l'unique question des "maîtres directeurs", alors que ce qui marque fondamentalement cette lutte et qui l'unit aux autres luttes ce sont les mêmes problèmes de salaires, d'emplois, de conditions de travail. Ce sont eux qui poussent à des actions ultra-minoritaires suicidaires pour épuiser les plus combattifs, et se retrouvent d'accord avec le SNI, à leur façon, pour enfermer tout mouvement dans la "défense de l'école laïque".

LA CGT AUX AVANT-POSTES CONTRE LA LUTTE OUVRIERE

Cette expérience du travail de sabotage des syndicats que font aujourd'hui les instituteurs, après les cheminots, d'autres ouvriers la font quotidiennement à travers le pays et dans tous les secteurs. La CGT à elle seule a occupé la plus grande part du terrain et s'est particulièrement mobilisée depuis le conflit à la SNCF :

- que ce soit dans les luttes en lançant des grèves sans effet et démoralisantes comme celle de 2 heures à Renault-Cléon au début du mois de février, des grèves avec occupation d'usine qui prennent les ouvriers au piège de l'enfermement et de l'étouffement comme à Bull (Belfort) ou des actions dites "dures", type manifestations et occupations de locaux administratifs ou patronaux, qui canalisent la colère ouvrière, la défont stérilement et à peu de frais comme aux ARNO (construction navale) à Saint Nazaire, Le Havre ou Dunkerque. Encore récemment, elle sortait un tract (qu'elle avait osé titrer : "ça bouge") à Renault-Billancourt à propos de son soutien à une grève dans un atelier, tract dans lequel elle se vante d'avoir fait signer aux autres ouvriers de l'usine une pétition pour marquer leur solidarité (c'est ça la solidarité ouvrière pour la CGT) et dans lequel elle félicite les ouvriers de l'atelier en grève d'être "porteurs de réelles solutions pour redresser l'entreprise", parce qu'ils se battaient contre l'annonce de la suppression de certains postes. Non seulement la CGT a organisé leur isolement, mais de plus elle a cherché à dénaturer et dévoyer le sens de leur lutte contre les suppressions d'emplois et l'aggravation des condi-

tions de travail qui en découle.

- que ce soit par l'occupation du terrain social de façon permanente. C'est ainsi que depuis deux mois, elle mobilise ses troupes : par exemple à la SNCF, pour soi-disant riposter aux sanctions de la direction contre des grévistes, elle a organisé durant plusieurs jours "un temps fort pour les libertés syndicales et démocratiques dans l'entreprise"; de même dans la métallurgie, elle a lancé "une semaine d'expression revendicative" en février; dans la Fonction publique ça a été "une intense quinzaine d'actions revendicatives", etc...

Pour avril, elle planifie, entre autres, des "semaines d'action" à nouveau dans la métallurgie, dans la sidérurgie, dans le bâtiment et même une manifestation "sur l'emploi des jeunes" en mai; sans oublier la "grande mobilisation pour la défense de la Sécurité Sociale" avec la manifestation du 22 mars où elle fait tout pour contrôler et canaliser la colère légitime des ouvriers contre cette attaque sans précédent qui leur est portée.

Toutes ces "journées", "semaines" ou "quinzaines d'actions" n'ont d'autre but que de chercher à empêcher les ouvriers de prendre l'initiative de la lutte en occupant le terrain préventivement, à les maintenir divisés, cloisonnés par secteur ou par corporation, ou à les décourager de lutter quand ils refusent de se retrouver derrière un syndicat et particulièrement derrière la CGT.

Si les syndicats parlent sans cesse de "mobilisation ouvrière", tout en la sabotant, c'est parce que les ouvriers, aujourd'hui, sont mobilisés, prêts à se battre et qu'il faut à tout prix éviter qu'ils aient l'initiative de la lutte, comme l'ont fait les cheminots, qu'ils débordent les syndicats. S'ils parlent sans cesse d'unité et de solidarité, tout en entretenant l'éparpillement des luttes et en organisant leur division, c'est parce que les ouvriers ressentent de plus en plus le besoin de rassembler leurs forces, d'unifier leurs luttes par-delà les divisions sectorielles et corporatistes, pour opposer le front le plus large et le plus puissant à l'Etat bourgeois. S'ils appellent les ouvriers "à décider eux-mêmes des actions à mener" c'est parce que ceux-ci commencent à comprendre, particulièrement grâce à l'expérience qu'ils ont faite à la SNCF, qu'ils ne peuvent et doivent compter que sur eux-mêmes pour mener et diriger leurs luttes.

Les syndicats, dont les ouvriers se méfient de plus en plus et à juste titre aujourd'hui, cherchent ainsi à coller aux besoins fondamentaux de la lutte ouvrière. Ils veulent faire croire qu'ils les comprennent et les épousent :

"Il faut réinventer des pratiques syndicales vivantes, inventives, très décentralisées, enracinées dans les ateliers et les bureaux" (Krasucki). Leur seul objectif, face à une classe ouvrière qui est prête à se battre partout, c'est de ne pas être largués, d'être dans tous les coups et à tous les niveaux, pour contrôler les luttes et faire avorter leur nécessaire unification.

J.E.

... AVEC LE SOUTIEN ACTIF DES GAUCHISTES

■ La grève des cheminots en décembre-janvier dernier a alerté toutes les fractions de la bourgeoisie jusqu'à son extrême-gauche. Depuis, face à tous ceux qui tentent d'engager le combat, face à tous les ouvriers qui, encouragés par l'expérience des cheminots tentent de se dégager de l'emprise syndicale, les gauchistes (particulièrement les trostkystes : Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire) viennent à la rescousse et cela en prétendant défendre les travailleurs, adhérer à leur volonté d'unifier et d'étendre le combat.

Mais ce prétendu soutien des gauchistes aux besoins que ressentent un nombre croissant d'ouvriers pour mener efficacement leur combat contre la bourgeoisie, n'est qu'un piège destiné à se refermer sur les ouvriers eux-mêmes.

A l'heure où les syndicats doivent faire face à une méfiance accrue vis-à-vis d'eux de la part des ouvriers et qu'ils sont contraints de devancer le mécontentement ouvrier qui s'exprime partout en parlant d'unité (voir article ci-dessus), la LCR tente par tous les moyens de valider aux yeux des ouvriers sa conception selon laquelle il ne peut y avoir de lutte et d'unité sans les syndicats.

"Celles et ceux qui luttent savent bien qu'il faut l'unité", explique la LCR. Mais de quoi parlent-ils ? L'unité que nous voulons c'est donc l'unité de toutes les forces de gauche politiques et syndicales, des inorganisés se réclamant des intérêts des travailleurs et prétendant parler en leur nom".

Ainsi la LCR cherche à dénaturer toute volonté de rechercher l'unité et l'extension de la lutte à d'autres secteurs, en martelant comme seule perspective l'union avec (c'est-à-dire derrière) les organisations syndicales et la gauche, ceux-là mêmes qui négocient et signent depuis des années les baisses de salaires et les licenciements, ceux-là même qui organisent la division au sein des luttes. Ramener les récalcitrants derrière le giron syndical, c'est ce travail que la LCR n'a jamais cessé de mener dans tous les conflits et qu'elle a encore amplifié lors de la grève à la SNCF.

Participant actif dans la coordination des agents de conduite, la LCR n'a cessé d'oeuvrer à l'enfermement de celle-ci dans le cadre du secteur, lui assignant pour rôle de "ne se substituer en aucun cas aux organisations syndicales".

C'est cette même orientation que, depuis, la LCR

tente partout de faire prévaloir, avançant et dénaturant toute tentative d'engager la lutte en dehors des consignes syndicales.

Début février, dans la Fonction Publique, la LCR reproche aux syndicats d'avoir signé l'accord avec De Charette et d'ajouter :

"Aux fonctionnaires, quel que soit leur syndicat, d'exprimer sur la base des revendications qui unifient le personnel l'exigence que les syndicats réalisent l'unité pour organiser le combat".

Dans la lutte des instituteurs, la LCR (tendance "Ecole Emancipée" du SNI) devance toute volonté de prise en charge de la lutte en créant de toutes pièces une coordination qui se proclamera "nationale" à la mi-février, sur la base de délégués surgis comme par miracle d'AG qui ne se sont pas encore tenues en province. Ces magouilles typiques des gauchistes viennent compléter le conditionnement de toute extension à "l'appel aux syndicats".

Mais dans cette entreprise de récupération des luttes ouvrières, la LCR n'est ni la seule, ni la plus redoutable face aux ouvriers. En se cachant derrière un langage et des propositions d'actions encore plus radicales et en faisant des "critiques" virulentes des directions syndicales, LO semble coller aux préoccupations des ouvriers mais dans la pratique ne fait pas autre chose que d'assumer le travail de sabotage des luttes par les syndicats là où ceux-ci n'y parviennent pas parce que débordés ou discrédités. C'est sans complexe que LO salue la formidable capacité qu'a révélée la classe ouvrière à travers la grève des cheminots, à prendre en charge ses luttes contre le désaveu des syndicats. Il fait même preuve de lucidité quant à la nature des faiblesses qui se sont manifestées dans ce mouvement :

"Le mouvement a été entravé par l'obstacle des préjugés corporatistes et catégoriels". Beaucoup de cheminots n'ont été convaincus de cette nécessité de s'adresser aux travailleurs qu'à la fin du mouvement quand il était bien trop tard pour le faire".

Le corporatisme, l'enfermement dans le secteur sont des barrières que les ouvriers devront lever, soit. Mais qu'a fait LO dans ce mouvement ? D'un bout à l'autre, il n'a cessé d'enfoncer ce clou-là, il n'a cessé de ramener, à chaque fois qu'ils tentaient de s'en dégager les cheminots dans "leur" secteur.

Alors qu'au vif de la lutte, l'extension était ressentie comme un besoin vital pour un certain nombre d'ouvriers et tandis que, simultanément des grèves se développaient à la RATP, dans les ports, LO martelait l'idée que les cheminots pouvaient gagner seuls. *"La force des cheminots est considérable. Les cheminots sont sur la bonne voie. Ils peuvent gagner sur tout."*

Voilà de quelle manière, à l'époque, ils justifiaient l'enfermement dans la corporation.

Alors qu'à plusieurs reprises, les ouvriers d'autres secteurs (PIT, EDF) ont tenté de se joindre aux AG, aux réunions de la coordination inter-catégories, LO, profitant de son influence dans ces organes, les jetait dehors manu-militari avec leurs propositions d'extension (cf. RI 153). Car LO est tout prêt à "saluer la base qui décide, étend la grève et commence à s'organiser sans ordre des appareils syndicaux", mais à condition que ce soit eux qui contrôlent, organisent, gèrent ces instruments.

Ainsi affublé du masque "basiste" qu'ils revendiquent, les voilà magouillant pour empêcher les ouvriers de réfléchir, de discuter, de s'organiser pour étendre le combat, d'élaborer ensemble leurs revendications.

Quand leur sale besogne commence à porter ses fruits, quand les ouvriers commencent, comme début janvier à la SNCF, à reprendre le travail, c'est alors que LO appelle à l'extension, évoquant une possible victoire. *"En ce début de semaine, elle (la grève) commence à gagner véritablement à elle un certain nombre de militants syndicaux. C'est un gage supplémentaire de victoire."* (LO, 10 janvier 87).

Que préparent-ils aujourd'hui dans la grève des instituteurs derrière leurs appels radicaux à l'extension ? Pourquoi insistent-ils avec autant de verve sur "la nécessité préalable de s'organiser" ?

Rien d'autre que le même enfermement derrière la corporation. Sous prétexte qu'il faut "d'abord gagner sur un point" avant d'étendre, les gauchistes de LO freinent et rejettent toute réelle aspiration des instituteurs à élargir leur lutte.

(suite p. 2)

FACE A L'ACCELERATION BRUTALE DE LA CRISE, ET DES ATTAQUES CAPITALISTES... PARTOUT LES MEM

Depuis le début de l'année 87, l'accélération brutale de la crise économique a encore accentué les convulsions du capitalisme. Dans les pays les plus industrialisés du bloc occidental, la guerre commerciale sans merci à laquelle se livrent tous les Etats -notamment les USA, l'Europe et le Japon- plonge chaque jour les différentes économies nationales dans une récession sans issue. Dans les pays périphériques où la chute considérable du prix des matières premières a, ces derniers mois, profondément affecté l'économie de tous les Etats qui croulent déjà sous le poids d'un endettement désormais impossible à juguler, la situation de ces pays confine au marasme total (voir article ci-dessous). Dans un tel contexte d'effondrement de l'économie mondiale, la bourgeoisie de tous les pays n'a pas d'autre alternative que celle d'attaquer de façon toujours plus frontale et massive les conditions d'existence de toute la classe ouvrière. Austerité, chômage, misère et répression, telle est l'unique perspective que le capitalisme en crise offre aujourd'hui à tous les ouvriers. Face à l'intensification de toutes ces attaques d'une violence sans précédent depuis la 2ème guerre mondiale, et qui n'épargnent aucun secteur, aucun pays, les combats ouvriers n'ont cessé de se multiplier depuis le début de l'année 87 partout dans le monde. Des combats qui, de par leur simultanéité dans tous les secteurs -notamment en Europe occidentale- tendent de plus en plus à s'unifier. Après le formidable mouvement des cheminots en France en décembre 86, la

CRISE ECONOMIQUE

■ Le 22 février 1987, les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales des six plus grands pays industrialisés occidentaux de la planète que sont les Etats-Unis, le Japon, la RFA, la France, le Royaume-Uni et le Canada (exception faite de l'Italie qui "bouda" la réunion) affichaient par un communiqué commun leur volonté de stabiliser la monnaie américaine au cours du moment par rapport aux monnaies des autres pays représentés, car jugé satisfaisant pour tous : c'est l'accord dit du Louvre. L'Etat italien, malgré un moment de mauvaise humeur pour ne pas être encore reconnu par ses partenaires au rang de 5ème puissance industrielle qu'il considère être le sien, s'est cependant engagé aussitôt à appliquer les termes de l'accord.

UNE REUNION AU SOMMET DE PLUS ?

Au sortir de la réunion, chaque partie, à l'image du ministre français de l'économie et des finances, affichait alors sa satisfaction pour la "franche et réelle collaboration économique" qui avait dominé ce sommet. Seul un membre de la délégation japonaise laissait échapper publiquement une réelle inquiétude : "Une bonne parité serait 170 yens pour un dollar. 150, c'est trop bas. Notre chômage croît, et nos exportations diminuent maintenant en volume". Une remarque d'autant plus lourde de sens qu'elle émane de la délégation du pays qui a le plus profité de la relance économique américaine entamée en 1983 et qui est aussi le deuxième exportateur mondial juste derrière les Etats-Unis. La réunion de fait de sept des huit premières puissances industrielles du monde qui, à elles seules, génèrent près de 60% des richesses produites dans le monde (dont près de la moitié pour les seuls Etats-Unis) n'est donc ni le fruit du hasard, ni encore moins une réunion parmi d'autres. Elle constitue en fait l'aboutissement et la confirmation éclatante des tendances économiques fortement récessionnistes et de la guerre commerciale sans merci que se livrent toujours plus âprement les nations industrielles sur le marché mondial, en tête desquelles les USA comme en témoigne l'actualité récente par rapport à Airbus, aux céréales européennes ou encore par rapport aux puces électroniques japonaises. Comme telles, les perspectives économiques que se donne la bourgeoisie, au delà du discours et de la propagande ne sont pas sans effet non seulement pour le niveau d'activité de la machine économique mondiale en général et en soi, mais surtout sans répercussions sur les conditions de survie de milliards d'être humains de par le monde, et sur les conditions de vie de millions de prolétaires au cœur de l'Europe. C'est en fait pleinement conscients des enjeux sociaux induits par la dégradation économique généralisée que les défenseurs les plus acharnés du "libéralisme économique" que sont les équipes gouvernementales actuellement au pouvoir dans les pays concernés font une aussi belle démonstration d'interventionnisme ouvert au niveau international -même si fondamentalement impuissant- comme pour prouver aux yeux du monde qu'il y a encore un capitaine à bord du navire. S'il est en effet un révélateur important du chaos dans lequel se trouve aujourd'hui plongée l'économie mondiale, c'est bien le rythme accéléré de ces réunions au sommet, elles-mêmes calquées sur le rythme des fluctuations du roi-dollar : réunis tout récemment à Paris pour éviter un effondrement plus important du dollar, les mêmes Etats (à l'exception du Canada et de l'Italie) s'étaient déjà réunis 17 mois auparavant pour empêcher ce même dollar... de monter décidément trop haut (accord dit du Plaza du 22 septembre 1985). Beaucoup de données ont non seulement changé entre ces deux échéances, mais de plus, les éléments d'une accélération dans la voie de la récession mondiale sont apparus au cours de ces derniers mois. A cela, "les ministres et gouverneurs ont convenu d'intensifier leurs efforts de coordination en matière de politique économique afin de promouvoir une croissance globale plus équilibrée et de réduire les déséquilibres actuels" (Point 7 du communiqué). Au delà des vœux pieux et des déclarations de grands principes, il importe d'apprécier la réalité qu'ils recouvrent.

riposte massive des ouvriers de British Telecom en Grande-Bretagne en février 87, c'est maintenant les ouvriers d'Espagne, de Belgique, des Pays-Bas qui, dans tous les secteurs reprennent le chemin de la lutte. Dans tous les pays, avec la simultanéité des attaques massives contre toute la classe ouvrière, les conditions de l'unification des luttes -seul moyen de faire reculer la bourgeoisie- s'affirment de plus en plus clairement : simultanéité des mouvements de riposte dans tous les secteurs au départ des mêmes revendications, des mêmes préoccupations, méfiance croissante envers les forces d'encadrement capitalistes et tendance à la prise en mains des luttes par les ouvriers eux-mêmes comme l'a magistralement illustré le récent mouvement des cheminots en France. De plus, le surgissement ces dernières semaines de luttes massives dans les pays situés à la périphérie du système (Brésil, Mexique, Yougoslavie) vient encore confirmer l'intensification de la vague présente de luttes ouvrières à l'échelle internationale. Ainsi, même si c'est dans les pays centraux du capitalisme -ceux d'Europe occidentale- que se trouvent les bataillons les plus décisifs du prolétariat mondial, même si les luttes ouvrières qui explosent aujourd'hui dans les pays tels que le Mexique ou le Brésil se heurtent à une répression féroce, elle font partie intégrante de cette accélération générale des combats présents du prolétariat mondial.

Au delà de l'apparente sérénité des uns ou des autres, un constat s'impose : les Etats-Unis ont fait entériner par leurs principaux alliés militaires -mais néanmoins concurrents économiques- le fait que le rôle de locomotive occupée par l'économie américaine ces dernières années était fini. A telle enseigne que James Baker, le secrétaire d'Etat au Trésor américain qui, depuis plusieurs mois, favorisait la baisse du dollar (pour tenter de réduire le déficit commercial US et pousser les pays commercialement excédentaires comme le Japon ou la RFA à relancer leurs économies) pouvait ostensiblement déclarer que "une plus grande stabilité des taux de change aux niveaux actuels est un facteur très important car le monde des affaires a besoin de cette stabilité". Ce qui est en fait en question derrière le problème des taux de change des monnaies les unes par rapport aux autres, ce sont les possibilités exportatrices des nations concernées dans le cadre d'une concurrence de plus en plus acharnée et où tous les coups sont permis. Tout à la fois produit des déséquilibres profonds et catastrophiques accumulés par l'économie américaine et politique délibérée destinée à réduire leurs monstrueux déficits commerciaux et budgétaires, la chute du dollar de près de 40%

(suite p. 6)

GRANDE BRETAGNE

■ Les ouvriers de Wapping et ceux de British Telecoms ont repris le travail la rage au ventre, traitant les syndicats de "vendus", alors que continuent de se développer des luttes simultanées dans la plupart des secteurs et régions. L'ensemble de cette situation, la simultanéité constante des conflits montrent la profondeur de plus en plus importante de l'attaque bourgeoise mais aussi de la volonté de résistance de la classe ouvrière. Ainsi à Manchester, troisième ville de Grande-Bretagne -et dont la mairie est travailliste-, plusieurs secteurs des employés municipaux se sont mis en grève simultanément ainsi que les pompiers de l'aéroport qui ont fait grève pendant les deux premières semaines de février contre les diminutions de salaires et l'aggravation de leurs conditions de travail. A Liverpool, à mairie également travailliste, 800 employés municipaux des services sociaux se sont mis en grève le 10 février alors que les ouvriers des ateliers tentaient de lancer une grève contre l'expulsion par une milice privée, de 50 d'entre eux qui occupaient un bureau. A Liverpool encore et dans sa banlieue de Merseyside, 230 conducteurs de bus se sont mis en grève contre la vétusté des bus. A Glasgow, en Ecosse, 1200 ouvriers de l'usine de tracteurs Caterpillar sont en grève avec occupation. A Birmingham, 600 ouvriers de trois usines de fermetures à glissière faisaient grève plusieurs semaines de suite pour des augmentations de salaire. A Londres, des manifestations sauvages ont éclaté : chez les conducteurs de train du dépôt du éclaté : chez les conducteurs de train d'un dépôt du sud de Londres, chez les conducteurs de bus dans deux dépôts, chez les ouvriers de l'entretien du gaz dans sept dépôts à l'est de Londres ; début février, 900 employés des postes au sud de Londres de mettaient en grève pendant trois jours, forçant la direction à retirer sa décision d'employer des intérimaires. Dans les mines, la tension reste très importante malgré le black-out total de la presse. Dans son rapport annuel, le nouveau patron des mines Robert Haslam révèle que 15 puits sur les 125 existant ont "échappé" à des grèves depuis l'an dernier. Les attaques toujours plus dures pointent à l'horizon. Des licenciements de plus en plus massifs menacent les cheminots, les employés des services publics (en particulier ceux des bureaux de chômage), les ouvriers de l'automobile. Mais les ouvriers en Grande-Bretagne comme ailleurs, ne semblent pas suivre la vision de Thatcher d'un "capitalisme du peuple", d'une "démocratie par actions", un des chevaux de bataille de la privatisation (voir RI n°154), mais montrent leur volonté de plus en plus résolue de suivre leur propre voie, celle du terrain de la lutte, selon leur propre vision, celle de riposter toujours plus fort aux attaques capitalistes.

ESPAGNE

LA COLERE OUVRIERE EXPLOSE FACE A L'AUSTERITE "SOCIALISTE"

■ La tension sociale extrême que connaît l'Espagne depuis plusieurs mois s'est transformée, en février et mars, en une quasi paralysie de secteurs entiers : partout les débrayages, les grèves se multiplient : les mineurs des Asturies, les journaliers agricoles d'Estramadure, les enseignants du secteur privé, les ouvriers du bâtiment, ceux des chantiers navals de Cadix, ceux des usines Renault, les cheminots de la RENFE, et jusqu'aux internes et médecins des hopitaux réduits à des salaires de misère, tous, tour à tour, protestent contre les nouvelles mesures de rigueur que le gouvernement "socialiste" veut leur imposer : blocage des salaires, réduction drastique des garanties sociales, licenciements massifs dans les chantiers navals, la sidérurgie, les mines et suppression d'emplois par dizaines de milliers notamment pour les fonctionnaires. Cela dans un contexte où le taux officiel de chômage est de 21 % de la population active.

La menace du chômage est tellement pesant qu'elle polarise l'attention des ouvriers, ce d'autant plus que sur trois millions de chômeurs, seulement 40 % d'entre eux touchent des indemnités de misère. Ainsi en février, les mineurs des Asturies partent spontanément en lutte contre le nouveau plan de "restructuration" qui signifie là comme partout ailleurs des nouveaux milliers de licenciements. Dans les aciéries "Forge et Acier", l'annonce de 500 nouveaux licenciements qui font suite à la disparition de 2000 emplois sur deux ans, fait éclater la colère des ouvriers donnant lieu à une bataille rangée entre les travailleurs de la ville et la police venue libérer les directeurs séquestrés.

Le développement de la combativité et de la mobilisation ouvrière se concrétise dans la multiplication des foyers de lutte dans tout le pays. C'est la première fois en cinq ans de pouvoir que le gouvernement socialiste est confronté à une agitation sociale d'une telle ampleur.

LES MANOEUVRES SYNDICALES CONTRE L'UNIFICATION DES LUTTES;

Les syndicats en Espagne comme partout en Europe savent ce qu'une telle situation a d'explosif : partant en lutte sur les mêmes revendications, la lutte d'un secteur encourageant et entraînant dans son sillage la lutte d'autres secteurs, enfin le nombre croissant de conflits constituent des bases concrètes pour unifier et élargir le combat. Mais jusqu'à présent, malgré les débordements comme dans les Asturies où les mineurs se sont mobilisés sans attendre les convocations des syndicats, ceux-ci ont réussi à conserver le contrôle de la situation. En septembre dernier déjà, la possibilité concrète d'une unification des luttes des journaliers et des mineurs en Andalousie et des imprimeurs de Barcelone s'était offerte avec la convergence à Madrid le même jour de trois manifestations. L'unification n'avait pu se réaliser mais les syndicats en ont tiré les enseignements, comme ils ont tiré les leçons des grèves en Belgique au printemps 86 et de la SNCF en France en décembre dernier. A l'évidence, ils mettent le paquet pour prévenir le développement des luttes en collant aux besoins vitaux d'unifier celles-ci.

PAYS-BAS

■ Depuis la mise en application par le gouvernement Lubbers du plan d'austerité de 12 milliards de florins pour l'année 87, les attaques contre la classe ouvrière ne cessent de s'approfondir et de s'accélérer. Tous les secteurs sont touchés et particulièrement le secteur public où des milliers d'emplois doivent disparaître. D'autre part, 2500 emplois sont éliminés à l'usine sidérurgique ultra-moderne de Hoogovens, 1500 suppressions d'emplois sont annoncées à Shell, 220 à Philips. Et nous pouvons encore rallonger la liste avec les restructurations (c'est à dire les licenciements!) prévues dans l'électronique, l'industrie laitière, l'enseignement, le personnel soignant, les mutualités, les transports, les chantiers navals, etc... Contre ces attaques, des combats importants ont été engagés. Et c'est un des secteurs "phares" de la classe ouvrière de ce pays, les dockers de Rotterdam (le plus grand port du monde) qui se trouve directement impliqué. Significatif est le fait que le secteur des dockers des containers (ECT) qui s'était trouvé en dehors des grèves des dockers de la manutention de 1979 et de 1984, soit cette fois-ci parti en grève sauvage. Par ailleurs, contrairement à la grande grève des dockers en 79, le mouvement de janvier-février 87 ne se déroule pas de façon isolée. Des manifestations de solidarité se sont fait jour dans le port d'Amsterdam, où les ouvriers des entreprises OBA, VCK, Ter Haak se sont mis en grève non seulement pour défendre leurs propres revendications mais aussi en solidarité avec leurs camarades de Rotterdam. Par ailleurs, des grèves ont éclaté simultanément dans divers secteurs : à Rotterdam même, dans les usines de minerai et de charbon, les élévateurs de freins et dans un chantier naval; à Arnhem, dans l'important secteur laitier (Coberco); dans la réparation navale, les bus à Amsterdam, et dans diverses entreprises du pays.

LES LUTTES OUVRIERES SE DEVELOPPENT

E
TE"
C'est pour tenter de calmer la colère ouvrière, et dénaturer ce besoin que, depuis plusieurs semaines, ils agitent la perspective d'une "grève générale", mot d'ordre qu'ils ont du reporter du 27 mars au 30 avril.

Et tandis qu'ils laissent planer cette perspective comme un appât, les CCOO (comisiones obreras, liées au PCE) multiplient leurs tentatives de disperser, diviser les rangs ouvriers, en multipliant les journées de grève sans lendemain :

-le 12 mars appel à la "mobilisation" dans les villes du pays très diversement suivie.

-le 18 mars journée de grève pour les ouvriers du bâtiment, les cheminots et les travailleurs des hôpitaux.

-fin mars, pour les employés des compagnies aériennes (IBERIA, AVIACO)

Cependant, malgré tout leur radicalisme, malgré tous leurs efforts pour se porter préventivement à la tête des luttes, les syndicats parviennent de moins en moins à endiguer la méfiance des ouvriers à leur égard.

Une telle politique anti-ouvrière a considérablement éroosé la crédibilité des syndicats. D'ailleurs l'UGT, syndicat proche des socialistes -et donc lié au gouvernement- est obligé de prendre ses distances avec la politique de rigueur de Gonzalez, politique qu'il ne peut plus soutenir aussi ouvertement sans risquer d'y perdre complètement son "auréole ouvrière", comme c'est déjà le cas pour le SOE.

POUR UNIFIER LES LUTTES, IL FAUT LES PRENDRE EN MAINS.

La grande combativité des ouvriers, la multiplication des foyers de lutte, dans tous les secteurs, leur simultanéité posent clairement la possibilité et la nécessité de leur unification, condition fondamentale pour faire front aux attaques bourgeoises.

La question devient de plus en plus concrète, immédiate. Mais pour unifier les luttes, les ouvriers ne doivent pas se laisser déposséder des moyens pour les diriger, les contrôler. Ils ne doivent pas pour cela s'en remettre aux instances qui prétendent les "aider", les "soutenir", les "organiser".

La perspective qui s'ouvre pour les ouvriers en Espagne aujourd'hui, comme pour ceux de tous les pays où le prolétariat est le facteur déterminant de tous les enjeux, particulièrement en Europe, c'est celle de l'extension et de l'unification de leurs luttes, c'est celle de leur prise en mains par les ouvriers eux-mêmes. En ce sens, ils doivent tirer les leçons qui s'imposent après les luttes du printemps 86 en Belgique, du mouvement des cheminots en France.

CN; MO, le 20-3-87

BELGIQUE

LES OUVRIERS SE REMOBILISENT

■ A peine un an après le gigantesque mouvement de riposte massive qui a secoué la Belgique, suite à l'annonce du plan d'austérité du gouvernement Martens, la classe ouvrière reprend aujourd'hui le chemin de la lutte contre l'intensification des attaques frontales contre tous les secteurs : suppression de 8000 emplois et baisse des salaires à la SNCB, privatisation de la RTT, 8000 licenciements dans les mines, suppressions de 3000 emplois supplémentaires dans le secteur métallurgique en Wallonie (FN, ACEC), de 2000 emplois chez les GB, annonce de 36 000 chômeurs en plus d'ici 88...

Face à cette nouvelle offensive du gouvernement Martens, qui devant l'ampleur du mouvement d'avril-mai 86, avait été contraint de reculer, la classe ouvrière en Belgique est en train de se remobiliser.

Ainsi, début mars, l'ensemble des mineurs du Limbourg menacés de licenciements avec la perspective de fermeture de tout le bassin minier, sont de nouveau partis spontanément en grève alors que dans de nombreux autres secteurs, les grèves et les débrayages se multipliaient au même moment : à la SNCB, dans les ports, dans la métallurgie, l'enseignement, les aéroports...

Le fait que, aujourd'hui comme au printemps 86, ce soit les ouvriers des mêmes secteurs -du public et du privé- qui soient entrés en lutte montre que malgré le reflux du mouvement et son échec à la fin mai, la classe ouvrière, loin d'être démoralisée, est au contraire déterminée à reprendre le combat.

Et c'est cette formidable expérience du printemps 86 -au cours de laquelle les ouvriers ont compris la nécessité de se battre de façon massive et unie, de développer la solidarité active, de briser les divisions sectorielles et régionales afin de faire reculer le gouvernement- qui lui sert de tremplin aujourd'hui.

Ainsi, début mars, les mineurs ont envoyé des délégations massives aux autres entreprises du Limbourg (notamment aux usines Philips, chez les enseignants), afin d'appeler, comme ils l'ont fait au printemps dernier, à la solidarité des autres secteurs.

Et si leur tentative d'étendre la lutte n'a pas immédiatement porté ses fruits, l'isolement actuel des mineurs est pour une bonne part dû au fait que la bourgeoisie en Belgique développe aujourd'hui une propagande massive destinée à masquer la réalité des licenciements sous couvert de plans de reconversions. Mais les mineurs ne sont pas dupes. Ils savent qu'au bout de toutes ces belles promesses, c'est la misère qui les attend. Ils savent qu'ils n'ont pas d'autre

choix que de se défendre pied à pied face à une telle menace. Ils savent aussi que se lancer seuls dans la bagarre ne sert à rien et que la force des ouvriers au printemps dernier résidait dans le caractère massif de leur riposte tendant à s'unifier entre secteur public et privé.

C'est fort de toute cette expérience que les mineurs du Limbourg ont préféré renoncer à la même proposition que celle dont ils étaient les instigateurs en avril 86 -celle d'une marche sur Bruxelles- comprenant que, du fait de leur isolement, la situation n'est pas encore mûre pour une telle initiative.

Cependant, malgré leur isolement, les mineurs sont dans une telle impasse économique qu'ils n'ont pas d'autre choix que de continuer à se battre. C'est ainsi qu'ils ont maintenu leur manifestation prévue pour le 26 mars. A l'heure où nous publions cet article, la situation sociale en Belgique est à un tournant. La simultanéité de multiples grèves et débrayages dans plusieurs secteurs, l'énorme combativité qui se développe dans toute la classe ouvrière devant la brutalité des attaques du gouvernement Martens, de même que la capacité des ouvriers -notamment des mineurs- à tirer les leçons de l'expérience encore toute fraîche des grèves d'avril-mai 86, tels sont les atouts dont disposent les ouvriers en Belgique pour redémarrer un mouvement de grande ampleur.

Ainsi quelle que soit l'issue de la grève des mineurs (va-t-elle rester isolée ou s'élargir aux autres secteurs ?) la tendance générale est à une remobilisation de toute la classe ouvrière, et non à un repli.

Au coeur de cette situation, la question centrale qui se pose à toute la classe ouvrière aujourd'hui, comme en 86, c'est celle de la nécessité de développer un front massif et uni de tous les ouvriers face à un même plan d'attaque contre tous les secteurs simultanément. Mais si en 86, les premières tentatives d'unification des combats ouvriers en Belgique avaient échoué du fait de la difficulté des ouvriers à prendre eux-mêmes leurs luttes en main, à garder le contrôle du mouvement, dans les combats qui se préparent aujourd'hui, les ouvriers devront tirer les principaux enseignements de leur expérience passée : pour unifier leurs luttes, ils ne doivent compter que sur eux-mêmes, ne pas laisser le terrain libre aux syndicats en prenant dès le début, les rênes du mouvement.

21/3/87

BRESIL

■ Face à une dégradation catastrophique de l'économie brésilienne (reprise de l'inflation de 16,8% depuis janvier, baisse de la balance commerciale, gonflement pharamineux de la dette extérieure...) le gouvernement "démocratique" de J.Sarney a été contraint d'abandonner le plan Cruzado lancé l'an dernier, et qui, en principe, devait bloquer l'inflation, relancer l'économie nationale afin de "distribuer les richesses du pays aux pauvres". Devant la perte considérable du pouvoir d'achat qu'a entraîné, pour la classe ouvrière, la relance de l'inflation, des mouvements massifs de riposte ont éclaté depuis la fin janvier :

-dans les ports :

40 000 ouvriers de la marine marchande se sont mobilisés pour la première fois depuis 25 ans, revendiquant une augmentation de salaire de 35%. Ce mouvement qui, pendant 3 semaines, a immobilisé 200 navires, paralysant la moitié du commerce extérieur, a été immédiatement condamné, jugé "illégal" par le gouvernement Sarney qui a fait intervenir l'armée pour "protéger le patrimoine national", bloquant tous les ports du pays pendant 10 jours. Devant la

MEXIQUE

Alors qu'avec la situation de marasme économique dans laquelle plonge de plus en plus le Mexique, toute la classe ouvrière, comme l'ensemble des couches les plus défavorisées, sont aujourd'hui durement touchées par des mesures d'austérité intolérables (augmentation de plus de 110% des loyers par an, baisse draconienne du pouvoir d'achat, avec un salaire minimum équivalent à 600 Fr/mois, absence totale de couverture sociale, notamment d'allocations aux chômeurs et retraites...), un mouvement de riposte massif s'est développé début mars à Mexico. 33.000 électriciens de la compagnie de Luz Fuerza del Tentro sont entrés en grève pour demander une augmentation salariale d'urgence de 23% alors qu'avec l'inflation galopante qui ravage le pays (35% en 86), leur salaire réel ne dépasse pas celui de 1936. Bien que le mouvement des électriciens ait pendant cinq jours, privé d'électricité toute l'agglomération de Mexico, celui-ci, loin d'être impopulaire, a suscité de nombreux mouvements de solidarité. Ainsi, 100.000 ouvriers de différents secteurs (téléphone, compagnie aérienne Aéro-Mexico, enseignement...) touchés eux aussi par les mêmes conditions salariales, ont annoncé leur décision de se joindre au mouvement des électriciens si les négociations sur les salaires prévues pour la fin mars n'aboutissaient pas.

De même, lors de la manifestation des électriciens,

réquisition des marins, une grande majorité d'entre eux ont préféré démissionner collectivement plutôt que de reprendre le travail sous la contrainte et renoncer à leurs revendications;

-dans les installations pétrolières de l'Etat (Petrobras) : 55 000 ouvriers ont occupé, début mars, 9 raffineries et 6 champs pétroliers, afin de discuter de leur entrée en grève pour une augmentation de salaire de 73%. Face à cette menace de grève massive dans ce secteur, alors que se déroulait au même moment un mouvement d'ampleur dans les ports, là aussi, l'armée est immédiatement intervenue. Des milliers de soldats, appuyés par des blindés, sont entrés dans les installations pétrolières pour tenter d'en déloger les ouvriers.

C'est la première fois depuis 5 ans que des ouvriers se heurtent à une intervention militaire aussi massive.

Face à l'énorme mécontentement qui se développe dans tous les secteurs, dans une situation où la simultanéité de ces deux mouvements pour les mêmes revendications risque de provoquer un embrasement généralisé, les syndicats ont parfaitement joué leur

le 3 mars, 150.000 ouvriers de différents secteurs ont envahi le centre de Mexico pour clamer leur soutien aux grévistes. Ce fût la plus importante manifestation organisée à Mexico depuis 10 ans. Face à cette riposte massive tendant à s'unifier à plusieurs secteurs sur la base des mêmes revendications, toutes les forces de la bourgeoisie sont sur le pied de guerre. Même la presse bourgeoise reconnaît le caractère "inquiétant de ces mouvements sociaux car ils ne sont pas simplement corporatistes" (Le Monde, 15-16 mars); devant l'énorme combativité des ouvriers et leur détermination à riposter de façon unie, on a vu surgir dans le mouvement, une multitude de syndicats "autonomes", plus "radicaux" que les syndicats traditionnels du fait de la difficulté à contrôler la situation.

Au Mexique, comme partout ailleurs, le développement du syndicalisme radical vise à tenter d'empêcher les ouvriers d'unifier leurs luttes pour faire reculer le gouvernement alors que celui-ci n'a plus aucune marge de manoeuvre. La seule réponse que la bourgeoisie mexicaine est capable d'apporter à la colère des ouvriers, c'est celle des fusils. Ainsi, non seulement la bourgeoisie affame les ouvriers mais elle s'apprête aujourd'hui à les réprimer dans le sang, avec le déploiement de bataillons armés dans un rayon de 30 KM autour de Mexico.

rôle de sabotage des luttes. Ainsi, dans les installations pétrolières, les syndicats ont tenté de déamorcer la menace de grève en détournant les revendications des ouvriers sur le problème de la répression. Alors qu'à l'origine du mouvement, il s'agissait pour les ouvriers de se mettre en grève si les revendications salariales n'étaient pas satisfaites, les syndicats ont fait dépendre la grève du retrait de l'armée. Le 12 mars, les chars militaires quittent les raffineries, mais devant la détermination des ouvriers de maintenir leur revendication, et l'échec des manoeuvres syndicales, le gouvernement a été contraint d'envoyer à nouveau, deux jours plus tard, ses blindés.

La répression sauvage des luttes ouvrières, voilà la seule "option pour les pauvres" que peut offrir le gouvernement démocratique de J.Sarney, cet apôtre de la "justice sociale". L'image de l'armée chassant les ouvriers à la pointe des fusils a ainsi fait ressurgir le spectre de la dictature. Les ripostes massives des ouvriers au Brésil montrent qu'aujourd'hui, avec l'accélération de la crise, et la violence de attaques bourgeoises, il n'est plus question pour les ouvriers de ce pays de faire cause commune avec l'Etat. Ainsi les illusions démocratiques qui, ces deux dernières années, ont pesé sur la classe ouvrière au Brésil tendent à être balayées. C'est de plus en plus sur leur propre terrain de classe que les ouvriers devront désormais se battre.

YUGOSLAVIE

■ Confronté à une situation économique chaque jour plus dramatique, qui se traduit notamment par un dérapage incontrôlé de l'inflation (plus de 130%) et une dette extérieure de 20 milliards de dollars, le gouvernement yougoslave a proclamé le 27 février une nouvelle cure d'austérité : blocage des salaires, remboursement par les ouvriers du "trop perçu" (sic!) en décembre 86-janvier 87 alors que le salaire moyen d'un ouvrier en Macédoine s'élève à 40 000 dinars (environ 500f) par mois, augmentation des salaires en fonction des gains de productivité... Face aux baisses draconiennes des salaires versés début mars, partout, dans tous les secteurs, dans toutes les régions, la colère ouvrière a explosé. Dans la première semaine de mars, une dizaine de mouvements de grève ont éclaté dans la seule ville de Zagreb, puis en Bosnie-Herzégovine, en Slovaquie, en Serbie, en Croatie, et en Macédoine, où depuis le début de l'année, 38 débrayages ont été enregistrés.

Cette vague de grèves qui secoue tout le pays depuis plusieurs semaines est la plus importante depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

UNE REUNION "PUBLIQUE" DE LA FECCI A PARIS

■ Samedi 7 mars, la FECCI (1) est venue de Bruxelles pour tenir une réunion "publique" à Paris. Etaient présents, en plus de la FECCI et du CCI, le FOR (2) Communisme ou Civilisation, un membre du BIPR (3) en France, ainsi que l'unique chevalier de Talons. Personne d'autre que des membres de groupes. Rien d'étonnant à cela car, pour pouvoir assister à la réunion "publique", il fallait, comme l'indique la revue de la FECCI "...pour des renseignements concernant la prochaine réunion, écrire à l'adresse locale" !

Thème de la réunion : les luttes ouvrières et l'intervention des révolutionnaires.

Après une courte et terne introduction dans laquelle la FECCI se contentait de constater et reconnaître l'intérêt que présente la dernière grève à la SNCF en France, la discussion s'engage. Une discussion, très animée entre le FOR et le CCI portant sur la validité de l'analyse défendue par le CCI sur la période présente : période de développement des luttes de la classe ouvrière avec la perspective de leur approfondissement à l'échelle internationale et sur le contenu de l'intervention des révolutionnaires dans ces luttes. Et la FECCI ? La FECCI a gardé pendant près d'une heure le silence, probablement parce qu'elle n'avait pas grand chose à dire, n'éprouvant apparemment pas le besoin de convaincre, ne semblant pas elle-même très convaincue. Et quand, après ce long silence et sur l'insistance pressante des camarades du CCI posant la question de comment comprendre cette lutte à la SNCF, et la nécessité de la situer comme un moment important dans le déferlement de la VAGUE CROISSANTE de la lutte de classe internationale commencée en septembre 83 en Belgique, après le déboussollement des ouvriers, suite à la défaite subie par le prolétariat avec le coup d'Etat de Jaruzelsky en Pologne en décembre 81 et "l'accident" de la venue de la gauche au gouvernement en France, la FECCI s'est décidée enfin à répondre d'une façon évasive avec, selon son habitude, des "oui" et des "mais", esquivant la réponse claire aux questions, se réfugiant derrière cette généralité banale : "Oui, il est possible de lutter en dehors des syndicats".

Tous nos lecteurs savent qu'une des raisons du départ du CCI des gens qui ont constitué la FECCI était précisément la question, non pas de la nécessité de défendre l'auto-organisation des ouvriers en lutte - ce sur quoi tout le monde était évidemment d'accord - mais de savoir si les révolutionnaires doivent attendre que les ouvriers se soient dégagés préalablement et pleinement de la présence des syndicats et du syndicalisme de base, pour intervenir dans les luttes et les grèves, (position de fait de la FECCI) ou si les révolutionnaires ont le devoir d'intervenir positivement dans les luttes et notamment pour combattre, sur le terrain, le syndicalisme

et les syndicats et contribuer dans l'action, concrètement au dégagement des masses ouvrières de l'influence bourgeoise de ces derniers. Ce qui est et reste la position et la pratique du CCI.

Sceptique, soufflant sur le froid, habituée à rester sur le trottoir, en expectative, ne voyant rien venir, rien d'étonnant que la FECCI fut surprise par l'explosion et la rapidité de l'extension de la grève à tout le personnel de la SNCF. Il a fallu encore deux semaines à la FECCI, se frottant les yeux, pour reconnaître cette explosion de la lutte de classe à laquelle, dans son paisible sommeil elle ne s'attendait pas. Cherchant les facteurs qui ont déterminé cette explosion, ce n'est pas dans le développement et l'accélération de la lutte de classe que la FECCI les trouve mais...dans le mouvement des étudiants.

"Les quelques 15 grèves (écrit la FECCI dans sa revue) qui ont eu lieu auparavant, toutes plus inutiles les unes que les autres n'ont rien fait d'autre qu'écœurer" les ouvriers. Par contre, "le recul du gouvernement français (devant les étudiants) devait mettre le feu aux poudres dans la classe ouvrière, profitant de cette situation de relative faiblesse de la bourgeoisie... les cheminots partirent en grève" (4). Contrairement à ce que dit la FECCI, les "15 grèves" ont fait partie de l'expérience des ouvriers, ont conditionné le dépassement des syndicats à la SNCF. Ces universitaires ne savent pas ce que signifie être partie prenante de la lutte ouvrière. Les "15 grèves" correspondaient à une situation de mécontentement profond qui s'accumulait dans la classe ouvrière, et le fait que les syndicats se sont efforcés de prendre la tête de ces luttes pour mieux les dévoyer, n'éliminait pas la nécessaire présence des révolutionnaires dans la lutte pour soutenir la volonté de lutte ouvrière et pour mieux dénoncer les saboteurs; la FECCI était évidemment absente dans ces luttes.

Incapable de comprendre ce qui avait préparé la lutte à la SNCF, l'article dans la revue de la FECCI sur la grève des cheminots tombe en plus dans le panneau des médias en consacrant ses trois premières pages à un panegyrique enthousiaste et écœurant du mouvement des étudiants, passant sous silence que ce mouvement a-classiste et se voulant a-politique, mené de bout en bout par le PS et les gauchistes, n'avait d'autre but que détourner l'attention des vrais problèmes qui se posent à la classe ouvrière en lutte, et dont l'apothéose devrait être cette ultime manifestation d'union sacrée allant de Krivine à Barre en passant par la Ligue des Droits de l'Homme, derrière l'immense banderole tricolore avec "Liberté, Egalité, Fraternité". (voir notre article dans RI de janvier 87).

Deux cents ans de mouvement ouvrier, les Soviets en Russie et en Allemagne, ne sont rien comparés à la

brillante "auto-organisation" de nos petits étudiants attardés !

Pas plus que les déterminants de la grève à la SNCF, la FECCI n'a compris le déroulement réel de la grève. Aveuglée par son exaltation l'auto-organisation en soi, dans l'abstrait des coordinations, la FECCI ne voit pas que cette grève partie spontanément à la base, s'étendant rapidement et s'organisant dans des assemblées souveraines va aller s'enlisant et perdant sa souveraineté réelle au fur et à mesure que se mettent en place les coordinations et leur domination avec des syndicalistes à leur tête. Le rôle joué par les deux coordinations, l'une celle du Nord, strictement catégorielle, l'autre celle d'Ivry, strictement corporatiste, était moins de coordonner les différents comités de grève que d'isoler les cheminots en grève des autres secteurs en lutte comme ceux de la RATP, les marins, les dockers, etc. empêchant la moindre tentative vers l'unification des luttes. Les deux coordinations jouent le rôle de cheval de Troie, d'une part en empêchant des ouvriers d'autres secteurs de participer aux assemblées générales, dans le plus strict corporatisme, et d'autre part en reconnaissant les syndicats comme les authentiques représentants des ouvriers en faisant appel à eux et facilitant le retour en force pour saboter et entraîner la grève vers la défaite. De tout cela, la FECCI, encore mal réveillée et toute étourdie encore par l'enthousiasme débordant du mouvement des étudiants et le culte à la mode des coordinations en soi, ne s'est aperçue de rien. Il lui reste cependant juste le temps d'intervenir le dernier jour de la grève par un tract dans lequel elle appelle, de fait, derrière la CGT, à l'extension, à cette extension aventurière recherchée par la CGT pour entraîner le plus grand nombre d'ouvriers dans la défaite derrière celle des cheminots.

Ce qui caractérise toute l'analyse et l'intervention de la FECCI, c'est son manque de sérieux et son irresponsabilité.

Et maintenant, après ce grand effort fourni, la FECCI va prendre un peu de repos mérité, elle va à nouveau se cantonner dans l'expectative. CHUT ! Ouvriers ! Ne faites pas trop de bruit, la FECCI va se rendormir ! La FECCI dort déjà !

G.M.
(1). Fraction Externe du CCI (quelques membres qui ont quitté le CCI en 1985). Sur notre position par rapport à la FECCI, voir l'article dans la Revue Internationale n°45 "A propos de la 'Fraction externe du CCI'".

(2) Ferment Ouvrier Révolutionnaire.

(3) Bureau International pour le Parti révolutionnaire.

(4) "Perspective Internationaliste", n°5

CRISE (suite de la p. 4)

par rapport aux autres principales monnaies, illustre l'ampleur de la faillite de la politique de relance engagée à si grands frais et tant vantée par Reagan ("un dollar fort, à l'image d'une Amérique forte"), mais également le point de non retour économique atteint par la première puissance économique du monde, aujourd'hui la plus endettée avec une moyenne de plus de 30 000 dollars de dette par habitant (soit 70 fois plus que les pays du tiers-monde).

"Le but des Etats-Unis doit être tout simplement d'éliminer nos concurrents sur le marché international. Nous nous trouvons aujourd'hui dans une guerre d'exportations, et il nous faut utiliser tous les outils à notre disposition pour couper l'herbe sous le pied de nos concurrents et pour regagner nos marchés perdus" : ainsi définissait tout récemment et sans fard un député démocrate américain du Nebraska l'objectif de Washington en matière économique.

Dans la situation présente de saturation grandissante des marchés mondiaux solvables, l'enjeu est clair : combler un tel déficit ne peut se faire qu'au détriment de tel ou tel partenaire commercial. L'Europe et le Japon sont les premiers visés.

LA PLONGEE DANS LA RECESSION MONDIALE

Seul le ballon d'oxygène qu'a constitué la reprise américaine entamée en 1983 a permis à l'économie mondiale ces trois dernières années de ne pas littéralement sombrer plus avant dans les abysses de la récession généralisée. Seuls le dopage artificiel de la demande intérieure US et la perte de compétitivité des produits "made in USA" sur le marché mondial comme conséquence essentiellement des taux élevés de change du dollar ont permis au monde en général, à l'Europe et au Japon en particulier de maintenir leurs exportations et donc la production. La fin d'une relance devenue aujourd'hui insoutenable économiquement et financièrement par la première puissance économique du monde signifie donc la fermeture du nombre de ses débouchés pour l'Europe, fermeture accentuée par le protectionnisme à tout crin par quotas, contingentements, autolimitations...interposées et imposées par les USA et ce, quelque soit la déclaration de principe du point 5 de l'accord du Louvre sur cette question. Et ce n'est pas la baisse des taux d'intérêt de l'argent pour "favoriser l'investissement" en Europe (investir pour produire des biens de plus en plus invendables ?) qui pourra entraver significativement cette tendance : d'autant moins que cette tendance à la baisse du prix de l'argent alliée à un redémarrage discret de la "planche à billets" tant en RDA qu'au Japon est déjà une réalité depuis plusieurs mois qui n'a en rien compensé l'essoufflement de la reprise US. Un autre constat qui exprime la profondeur atteinte aujourd'hui dans le développement de la crise capitaliste concerne les déséquilibres financiers qui deviennent tels que la bourgeoisie est dorénavant acculée à s'en préoccuper sérieusement par une chasse accrue à tous les déficits, qu'ils soient commerciaux, mais également budgétaires. Indépendamment du fait que cela soit réaliste ou non, cette volonté de

RECTIFICATIF

A PROPOS DE L'ARTICLE DE CRITIQUE DE L'INTERVENTION DES GROUPES REVOLUTIONNAIRES DANS RI n°154 (paru également dans INTERNATIONALISME n°118 et WORLD REVOLUTION n° 102.)

Dans le numéro précédent, RI a fait la critique de l'intervention des groupes révolutionnaires dans la grève des cheminots en France fin 86. Une erreur de frappe attribuant au FOR (au lieu du GCI) "l'appel à la lutte au moment où il s'agit de se replier pour les ouvriers", une fausse affirmation que le FOR est intervenu seulement treize jours après le début de la grève, alors que ce groupe était présent quelques jours après l'entrée en lutte des cheminots, la juxtaposition des critiques que nous faisons à ce groupe avec celles que nous faisons à d'autres groupes, laisse à penser que nous considérons totalement négative l'intervention de ce groupe dans la lutte. Telle n'est pas notre position. Nous avons des divergences importantes avec le FOR sur la période actuelle, le niveau de la lutte de classe, le contenu de l'intervention - voir RI n 143 et 144 sur la question du chômage par exemple - que nous continuerons à développer, mais nous pensons que le FOR montre la volonté de défendre des positions révolutionnaires pour le développement des luttes ouvrières, et s'efforce d'intervenir pratiquement.

C'est une dynamique positive que nous encourageons même si nous ne manquerons pas de poursuivre nos critiques dans des polémiques et dans les discussions avec le FOR sur ce qui nous sépare sur les positions théoriques et les orientations politiques dans la lutte pour la révolution communiste, et donc sur quelle intervention doivent mener les révolutionnaires dans le combat de classe présent.

Le Comité de Rédaction

chasse aux déficits budgétaires en période de récession ne peut dans les faits que signifier non seulement toujours plus de coupes claires dans les budgets sociaux des Etats, mais également freiner toujours plus l'activité économique des grands pays industrialisés dont les budgets représentent bien souvent l'essentiel du "carburant" de leurs économies : soit directement pour les commandes militaires, les grands travaux, les subventions en tous genres à l'industrie et à la recherche,... mais aussi indirectement par l'emploi qu'ils procurent à des millions de salariés de la fonction publique.

Et ce n'est pas la baisse de "la pression fiscale sur les ménages et les entreprises" ou l'accroissement des allègements fiscaux qui y changeront quelque chose. Tout au plus, cela contribuera-t-il à favoriser la spéculation boursière pour les détenteurs de richesses en mal de placements véritablement profitables, mais sûrement pas "l'économie réelle", celle qui produit les richesses de la planète. Ainsi, durant ces dernières années, le prolétariat européen a connu, et ce malgré le ballon d'oxygène venu d'Outre Atlantique, toujours plus d'austérité et de chômage. Aujourd'hui, la réduction des déséquilibres et des déficits, pour illusoire qu'elle soit, ne peut avoir d'autres conséquences pour le prolétariat qu'une accélération importante de la dégradation de sa vie : coupes claires dans tous les

LA CGT : POLICE DE CHOC

■ Aujourd'hui aux portes des usines comme dans les manifestations de rue, la CGT n'hésite pas à faire usage de la violence contre toute expression de la classe ouvrière :

- le 9/9/86, lors de la manifestation CGT de la fonction publique à Paris : des sbires CGT de l'EDF arrachent et déchirent la presse diffusée par un militant du CCI avant de le frouer de coups de poings ;
- début octobre 86, à Marseille, au cours d'une manifestation CGT contre... la répression policière (sic) subie par les ouvriers de La Ciotat, un militant du CCI est violemment agressé par des membres de la CGT ;

- le 14/10/86, lors d'une diffusion de notre presse à l'usine Renault-Billancourt : tentative de strangulation d'une de nos camarades par un commando de bonzes CGT ;

- le 21/10/86, au cours de la manifestation de la Fonction Publique : agression crapuleuse d'un militant du CCI par plusieurs membres de la CGT couverts par des "gros bras" pour cacher cette scène à la vue des ouvriers ;

- Et encore tout récemment, lors de la manifestation à propos de la Sécurité Sociale organisée à Paris le 22 mars dernier, la CGT agresse physiquement un de nos camarades qui diffusait la presse, agression suffisamment violente pour nécessiter son hospitalisation.

Voilà la seule sécurité sociale que défendra jusqu'au bout la CGT : celle de l'Etat capitaliste !

Toutes ces agressions dignes de la violence policière la plus féroce dévoilent au grand jour le vrai visage de la CGT, sa fonction d'encadrement et de répression de la classe ouvrière. Non seulement la CGT s'efforce par tous les moyens de diviser les ouvriers, de saboter leurs luttes, mais de plus, elle n'hésite pas à réprimer sauvagement dès qu'elle en a l'occasion. En réprimant ainsi aujourd'hui par la force les organisations révolutionnaires, la CGT nous donne un avant-goût de ce qu'elle est capable de faire contre l'ensemble de la classe ouvrière.

Le Comité de Rédaction

budgets sociaux, baisse des salaires directs et indirects, augmentation des cadences, licenciements et développement de plus en plus généralisé de la misère. Voilà la seule perspective que peut offrir la bourgeoisie mondiale à toutes les fractions du prolétariat européen du "public" ou du "privé" et plus largement à toute la population mondiale. Quelle que soit sa rhétorique, c'est ce qu'annonce l'accord dit du Louvre ! (1)

BERTON.
(1) Pour des compléments d'analyse sur la "reprise américaine, la guerre commerciale, l'état de la crise économique mondiale...", nous renvoyons nos lecteurs aux derniers numéros de la Revue Internationale et aux articles parus ces derniers mois dans le journal "Révolution Internationale".

AVRIL 1917 (suite de la p. 8)

Les thèses d'avril s'attachaient à déterminer les tâches du prolétariat dans la présente révolution. Au milieu de la crise profonde que connaissaient les différents partis du prolétariat, à cause de la mort de la 2ème Internationale suite aux questions énormes que posait le problème de la guerre, ces thèses viennent porter une force et une clarté immense qui rompent avec la conciliation et les hésitations tant par rapport à la guerre, que vis à vis du nouveau gouvernement, des perspectives générales et du rôle du parti :

"Aucune concession, si minime soit-elle...ne saurait être tolérée dans notre attitude envers la guerre qui, du côté de la Russie, même sous le nouveau gouvernement Lvov et Cie, est demeurée incontestablement une guerre impérialiste de brigandage en raison du caractère capitaliste de ce gouvernement". La situation est caractérisée comme :

"la transition de la première étape de la révolution, qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie par suite du degré insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat, à sa deuxième étape, qui doit donner le pouvoir au prolétariat..." "...Cette situation originale exige que nous sachions nous adapter aux conditions spéciales du travail du parti au sein de la masse prolétarienne inouïment qui vient de s'éveiller à la vie politique.".

"Aucun soutien au gouvernement provisoire; démontrer le caractère entièrement mensonger de toutes ses promesses, notamment de celles qui concernent la renonciation aux annexions. Le démasquer, au lieu d'"exiger" -ce qui est inadmissible, car c'est semer des illusions- que ce gouvernement de capitalistes, cesse d'être impérialiste".

"Reconnaître que notre parti est en minorité, et ne constitue pour le moment qu'une faible minorité, dans la plupart des Soviets des députés ouvriers, en face du bloc de tous les éléments opportunistes petits-bourgeois tombés sous l'influence de la bourgeoisie..."

"Non pas une république parlementaire. Y retourner après les Soviets...serait un pas en arrière..."

"... Convoquer sans délai le congrès du parti; modifier le programme du parti, principalement : sur l'impérialisme et la guerre impérialiste, sur l'attitude envers l'Etat "

RECTIFICATIF

Dans le n°154 de RI, suite à la publication du tract intitulé "TRACT D'UN COMITE DE LUTTE - A TOUS LES ELECTRICIENS ET GAZIERS. A TOUS LES TRAVAILLEURS ET CHOMEURS" (p. 3 du journal), il fallait lire à la suite : "Pour nous contacter : écrivez-nous avec la mention "Pour le comité EDF. Librairie "La Boulangerie" 67, rue de Bagneux -92 Montrouge"

SOUSCRIPTIONS

Nous remercions tout particulièrement nos contacts et sympathisants de Toulouse qui ce mois-ci ont versé plus de 1000 F (contribution au paiement de la salle de RP, souscriptions à la presse)

Divers : A : 100 F
NANTES : (RP des 17/1 et 14/2) :
Pastorius : 20 F ; G : 25 F ; M : 50 F ; JM : 12 F ;
MRC : 15 F ; D : 50 F.
BORDEAUX : (RP du 14/3) : Julien : 200 F ; P:100 F.
TOURS : (Permanence du 14/3) : Dewey : 100 F ;
Pépe : 15 F ; Dédé : 50 F ; Marcel : 30 F ; M.Egan :
20 F ; PM : 20 F ; Hagar : 5,50F
TOTAL : 1812,50 F
TOTAL GENERAL : 2085,50 F

"Rénover l'Internationale, prendre l'initiative de la création d'une Internationale révolutionnaire, d'une Internationale contre les social-chauvins et contre le "centre".

"...J'écris, je déclare, je ressasse : "les Soviets des députés ouvriers sont la seule forme possible de gouvernement révolutionnaire et, par conséquent, notre tâche ne peut être que d'expliquer patiemment, systématiquement, opiniâtrement aux masses les erreurs de leur tactique, en partant essentiellement de leurs besoins pratiques..."

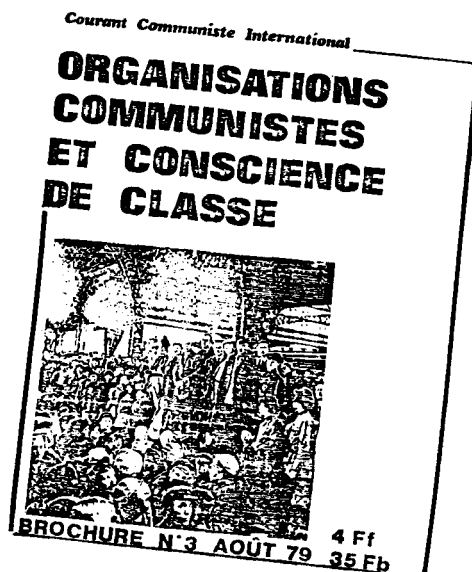
Sur cette base, grâce au combat politique qui en découle au sein même du parti et malgré des résistances qui dureront jusqu'en octobre, le parti bolchévik pourra se renforcer et contribuer à renforcer la conscience des conditions et des enjeux et l'organisation de la classe ouvrière pour sa lutte - les Soviets - et permettre effectivement à ces Soviets de devenir l'organe de la prise du pouvoir qu'imposera le prolétariat.

L'insurrection victorieuse d'octobre sanctionnera la justesse de ces perspectives. La mort de la révolution en Russie avec l'instauration du stalinisme ne contredit en rien cela. Au contraire. Nous aurons plus tard l'occasion de montrer, dans d'autres articles, que c'est parce que dans les autres pays d'Europe, la classe ouvrière n'a pu développer suffisamment de forces dans ce sens, que la révolution mondiale, seule garante d'une victoire locale, n'a pas pu se réaliser, entraînant la mort du bastion russe.

Dans le processus de prise de conscience de l'ensemble de la classe en lutte, les révolutionnaires ont un rôle fondamental à jouer. Nous reviendrons dans un prochain article sur cette dernière question développée par les "Thèses d'Avril" de Lénine qui apportent aujourd'hui encore une contribution décisive sur le rôle et la responsabilité des révolutionnaires dans les combats de classe.

AB

- (1) Voir notre article dans le n°153 : "Février 17 : la réponse prolétarienne au système capitaliste et barbare".
(2) "Février 1917". Trotsky.
(3) "Lettres de loin". Lénine.



REUNIONS PUBLIQUES

sur le thème

**Pour unir et étendre les luttes,
luttons contre les pièges que la bourgeoisie dresse contre nous
(gauchistes, syndicats et syndicalisme de base)**

LILLE :
Vente de la presse tous les 1er et 3ème dimanches du mois, au marché de Wazemmes.

MARSEILLE :
Réunion publique le 3 avril à 21h, au 205 rue Ste Cécile, 13005.
Permanence le 22 avril de 18h à 19h, à "l'Artistique Bar", 4 cours Joseph Thierry. 13001.

NANTES :
Réunion publique le 25 avril, à 17h, au 14, rue du Château, quartier Decré (après la porte cochère, prendre l'escalier à droite dans la cour, porte de gauche, au premier palier).

Permanence le 10 avril, à la même adresse. Diffusion
Diffusion au marché de la Petite Hollande, le 11 avril, de 10h30 à 11h30.

PARIS :
Réunion publique le 10 avril, à 20h30, au 27, avenue de Choisy, métro Porte de Choisy.
Permanence le 25 avril de 17h à 19h, même adresse.

PREMIERE REUNION PUBLIQUE A :

STRASBOURG

Réunion publique sur le thème : "OU EN EST LA LUTTE INTERNATIONALE DE LA CLASSE OUVRIERE? LES TACHES DES REVOLUTIONNAIRES.", le 25 avril à 17h, au 101, Grand-Rue.

ROUEN :

Diffusion le 24-Avril de 14h à 15h, au centre commercial place St Sever.

TOULOUSE :

Réunion publique le 24 avril, à 21h, rendez-vous devant l'entrée du Géant Casino, Pont des Demoiselles
Permanences tous les vendredis, sauf celui de la RP, 18h30 au café "Le Colbert", avenue St-Exupéry
Vente de la presse les 2ème et 4ème dimanches du mois de 11h à 12h30 au marché aux légumes (Place Jeanne d'Arc) et le 2ème dimanche du mois de 11h à 12h30, au marché aux puces, place St Sernin.

TOURS :

Réunion publique le 18 avril, Faculté des Lettres, Quai de la Loire. Rendez-vous devant la salle des Tanneurs à Tours.

SUR LE THEME :

LA RESPONSABILITE DES REVOLUTIONNAIRES
DANS LA PERIODE PRESENTE.

CLERMONT-FERRAND:

Réunion publique le 3 avril à 20h30, ancien lycée Blaise Pascal.

LYON :

Réunion publique le 3 avril à 21h, à MATO, impasse Métra, Villeurbanne, métro République.
Permanence le 7 avril, à 18h, au café "La Briochette", 6 rue de la Barre, 2ème, métro : Bellecour.
Vente de la presse au marché de Vaulx en Velin, le dimanche 12 avril, à partir de 11h30.

PUBLICATIONS

(écrire les adresses comme suit, sans nom de la publication):

AVION PROLETARIA
Apartado de Correos 257, VALENCIA,
46080

INTERNATIONALISME
BP 1134, BXL 1, 1000 BRUXELLES. BELGIQUE

INTERNATIONALISM
PO BOX 20193 London Terrace Station,
NEW YORK, N.Y. 10011 USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674. CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE
RI, BP 581, 75027 Paris cedex 01, FRANCE

REVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI. ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR, Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 RFA.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
(10F + 3F de frais d'envoi)
NATION OU CLASSE (idem)
PLATEFORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE (idem)
PLATEFORME ET MANIFESTE DU CCI (idem)
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE (idem)
SUR LA POLOGNE, recueil d'articles (idem)
LA DECADENCE DU CAPITALISME
(10F + 6F de frais d'envoi)
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
(20F + 6F de frais d'envoi)
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
(30F + 12F de frais d'envoi)

Revolution Internationale
RI, BP 581,
75027 Paris cedex 01,
France

ABONNEMENTS

Abonnement simple (JOURNAL : 12 numéros)
FRANCE : 90F ETRANGER : 90F PAR AVION : 150F
Abonnement simple (REVUE INTERNATIONALE: 4ns)
FRANCE : 65F ETRANGER : 65F PAR AVION : 80F
Abonnement couplé (JOURNAL = REVUE)
FRANCE : 150F ETRANGER : 150F PAR AVION : 150F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal, à l'ordre de RI

CCP 202 3302 X Paris

ABONNEMENTS DIFFUSEURS

Quelques lecteurs désireux de diffuser notre presse autour d'eux nous ont écrit. Nous proposons les modalités suivantes :

- Journal RI : 3 abonnements : 110 F
5 abonnements : 160 F
 - Revue Internationale : 2 abonnements 70 F
3 abonnements : 100 F
- Ecrivez-nous pour toute autre formule. Merci.

QUELQUES LIBRAIRIES OU ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI :

- DUNKERQUE : "Maison de la Presse" 34 rue Poincaré.
- BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste Catherine.
- METZ : "Librairie Geronimo" 31 rue du Pont des Morts.
- BRISTOL : "Graphitis" place St Louis.
- NICE : "Le Temps de Vivre" 50, boulevard de la Madeleine.
- ORLEANS : "Temps Modernes", rue Notre Dame de la Délivrance.
- MELUN : "La Porte Ouverte" 19, Général de Gaulle.
- MONTPELLIER : "La Brèche" rue de l'Université.
- MONTAUBAN : "Maison de la Presse", rue de la République.
- PAU : "L'Etincelle" : 41, rue Maréchal Joffre.

DISTRIBUE PAR LES NMPP

Imprimerie G.Tautin 9, cité Beauharnais -75011-
Directeur de la publication : D.Van Celst
Numéro de commission paritaire : 54267
tirage moyen : 2000 ; vente moyenne : 500.

AVRIL 1917

UN SEUL MOT D'ORDRE POUR LA CLASSE OUVRIERE : TOUT LE POUVOIR AUX SOVIETS

A l'heure où la classe ouvrière est de plus en plus confrontée à la nécessité d'unifier ses luttes pour s'opposer efficacement aux attaques et aux manœuvres de la bourgeoisie, l'expérience la plus formidable d'unité des travailleurs que connaisse le mouvement ouvrier, celle des prolétaires russes en 1917, est une contribution fondamentale pour les générations actuelles.

A maints égards, cette époque éclaire les perspectives ouvertes actuellement au cœur de l'Europe notamment. Comme en avril 17, se pose aujourd'hui pour tous les ouvriers la nécessité vitale d'affirmer progressivement, de défendre ses propres intérêts en tant que classe autonome. Dans ce processus où elle est contrainte d'unifier ses rangs, se donner les moyens et les armes les plus efficaces pour s'opposer résolument à la bourgeoisie, la classe ouvrière est obligée de se dégager progressivement de l'influence de ses ennemis sous ses formes les plus "radicales", et de combattre sans hésitation tous ceux d'entre eux qui se réclament de la "révolution".

■ Dans un article précédent, nous avons vu que l'insurrection de février 17 avait été la réponse prolétarienne à la guerre (1). Cette réponse se traduisait par une situation de double pouvoir. D'un côté, les Soviets avec des ouvriers élus en leur sein. Ces Soviets sont l'organisation que s'étaient déjà donnés les ouvriers en 1905 pour s'unir, face à la classe dominante et faire aboutir leurs revendications. En 1917, ils luttèrent pour la paix, le pain, la liberté.

"Les ouvriers, les soldats et bientôt les paysans ne s'adresseront plus désormais qu'au Soviet, qui devient, à leurs yeux, le point de concentration de tous les espoirs et de tous les pouvoirs, l'incarnation même de la révolution" (2).

De l'autre, le gouvernement, constitué par les représentants des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie libérale, qui succède au tsar, dans le but bien précis de préserver ses intérêts de classe et donc de poursuivre la guerre.

Cette situation de double pouvoir ne peut durer longtemps. C'est un véritable rapport de force dans lequel l'un des deux doit l'emporter. L'emporter, pour la classe ouvrière, voudrait dire alors, ni plus ni moins, que s'emparer du pouvoir, tout le pouvoir aux Soviets, et détruire l'Etat capitaliste. Ce serait alors le début de la révolution mondiale.

LES CONDITIONS DU COMBAT

Le nouveau gouvernement, bien sûr, essaie de tuer la révolution naissante. Lénine disait dans ses "Lettres de loin" :

"Dans le monde entier, l'expérience des gouvernements de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers a mis au point deux procédés pour maintenir le peuple dans l'oppression. D'abord la violence. Nicolas Romanov 1er (Nicolas la Trique) et Nicolas II (le Sanguinaire)...mais il est un autre procédé, qu'ont le mieux mis au point les bourgeoisies anglaise et française, 'instruites' par toute une série de grandes révolutions et de mouvements révolutionnaires des masses. C'est celui du mensonge, de la flatterie, des belles phrases, des promesses sans nombre, des aumônes d'un sou, des concessions insignifiantes pour garder l'essentiel. C'est ce qui fait l'originalité du mouvement actuel en Russie". (3). En voici quelques illustrations :

.officiellement, les bourgeois libéraux des sphères gouvernementales célébraient la révolution, poussaient des hourras en l'honneur des combattants de la liberté, se paraient de rubans rouges, marchaient sous les drapeaux rouges quand en fait ils manœuvraient pour rétablir un tsar, le prince Michel, frère du précédent.

.toutes les questions d'où sortit la révolution devaient être abordées lors de l'assemblée constituante dont la convocation même ne venait jamais.

.les ouvriers exigeaient impatiemment la journée de huit heures. Le gouvernement faisait semblant de ne rien entendre.

.et surtout, par rapport à la question essentielle de la guerre, le gouvernement manœuvrait pour que la guerre impérialiste, par laquelle passait la défense de ses intérêts de classe, se poursuive.

Dans une note du 18 avril que le gouvernement envoyait directement aux gouvernements de l'Entente, il cherchait à les rassurer, quant à la poursuite de la guerre, en les assurant de la "détermination de tout le peuple à pousser la guerre mondiale jusqu'à la victoire définitive..."

Pour essayer de rendre cela acceptable aux ouvriers et au Soviet, la note disait plus loin que les vainqueurs "trouveraient le moyen d'obtenir les garanties et les sanctions indispensables pour prévenir, dans l'avenir, de nouveaux conflits sanglants". Sous les termes très diplomatiques de "garanties" et de "sanctions" se cachaient les annexions de territoires que se proposait de faire le gouvernement dans l'hypothèse d'une issue victorieuse dans la guerre.

Voici quelques aspects de ces mensonges, flatteries, belles phrases et autres promesses que déversait ce gouvernement bourgeois dans le but de préserver ses intérêts qui passaient essentiellement par la poursuite de la guerre impérialiste mondiale.

A quelle résistance, quelle force se heurtait la bourgeoisie ?

Si la classe ouvrière manifestait une grande combativité malgré toutes les illusions qu'elle véhiculait encore, l'ensemble des partis politiques du prolétariat vivait la crise qu'avait déclenchée la guerre. Cette crise s'était traduite par la mort de la 2ème Internationale et au sein même des partis, chez ceux là même qui n'avaient pas suivi les opportunistes de droite dans le camp de la bourgeoisie, le poids énorme de l'idéologie bourgeoise s'égalait. Cela allait de ceux qui acceptaient une guerre exclusivement défensive, jusqu'à la fraction révolutionnaire de Lénine, minoritaire et dans l'immigration, et qui, de façon claire, qualifiait cette guerre d'impérialiste, prônant le seul mot d'ordre clair de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile contre la bourgeoisie, en passant par ceux qui étaient entre les deux. Le parti bolchévik ne faisait pas exception à cette confusion.

Les Soviets étaient sous l'influence dominante de ceux que Lénine et Trotsky appelaient les conciliateurs : les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires (ces derniers représentaient les paysans). Leur attitude était pétrie et gangrénée par les visions de la petite bourgeoisie. Aux yeux des ouvriers, ils avaient été contre le tsar dans la lutte. Mais cela ne suffit pas. Ils acceptaient de soutenir le gouvernement bourgeois dans la mesure où ce dernier acceptait de soutenir les conquêtes ouvrières ! Comme si un gouvernement bourgeois pouvait faire cela ! C'est dès le début que cette attitude se manifeste. Le soir du 1er mars, les Socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, cherchèrent à pactiser avec le gouvernement bourgeois en échange de la liberté d'agitation pour les organisations politiques de la classe ouvrière ! Face aux manœuvres du gouvernement pour faire abdiquer le tsar Nicolas en faveur de son frère, le prince Michel, ils ne trouvent, comme réponse, qu'une attitude évasive qui ne donne aucune perspective claire pour la lutte contre ce projet et qui permet de développer un rapport de force : "Le gouvernement provisoire ne doit en aucune façon entreprendre des démarches qui prédétermineraient la forme future du gouvernement". C'est tout !

Face à l'attitude guerrière du gouvernement, bien mise en lumière lors de sa note citée plus haut, même hésitation et tendance à la conciliation. Le comité exécutif du Soviet de Pétersbourg reconnaissait seulement que ce n'était pas cela qu'attendait le Soviet et, après une nuit de discussions, il n'avait pas trouvé de solution.

Un membre du comité exécutif du Soviet voulait, quelques jours avant, exiger du gouvernement une déclaration comme quoi la guerre, pour la Russie, serait exclusivement défensive ! Et encore : "Pourquoi le gouvernement provisoire n'exige-t-il pas des gouvernements alliés qu'ils renoncent ouvertement et décisivement aux annexions ?" s'exclamait le journal des menchéviks. Même les bolchéviks présents en Russie participaient de cette crise et donnaient prise aux mystifications bourgeoises. Par rapport à une déclaration gouvernementale, quatre jours avant l'arrivée de Lénine, on pouvait lire dans la Pravda, écrit par des bolchéviks :

"clairement et nettement, le gouvernement provisoire...a déclaré devant tout le peuple que le but de la Russie libre n'est pas de dominer les autres peuples". !

...Et de se réjouir de cette pseudo-perspective ! Le comité exécutif du Soviet de Pétersbourg, entre les mains des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, avec de telles visions politiques, tendait à prendre les décisions seul, sans tenir compte de l'avis des assemblées générales, à qui cependant doit revenir tout le pouvoir de décision.

"Les plus importantes décisions étaient prises à l'Exécutif...sur entente préalable avec le noyau du gouvernement...Ce n'est pas là, dans des assemblées générales que se fait la politique, et tous ces 'plénums' n'ont absolument aucune importance pratique (disait un membre du comité exécutif). Infatigables d'eux-mêmes, les maîtres du destin estimaient qu'en leur confiant la direction, les Soviets avaient en somme rempli leur rôle. Un prochain avenir montrera qu'il n'en est pas ainsi". (2).

Avec une telle orientation politique générale, alors qu'ils sont l'arme que se donnent les ouvriers pour s'unifier, centraliser et orienter leur lutte, les Soviets étaient sur un bien mauvais chemin pour permettre à la classe ouvrière de s'imposer et de prendre tout le pouvoir. Et cependant, de grandes potentialités existaient, tant la combativité de la classe ouvrière était grande et exprimait un mouvement qui mûrissait sur le plan international.

Ainsi, quand un ministre du gouvernement, Milioukov, fort des hésitations du Soviet, alla chez les cheminots leur lire le document qui prévoyait comme nouveau tsar le frère de Nicolas et termina en criant : "Vive l'Empereur Michel !", il fut immédiatement mis en arrestation par les ouvriers, et menacé d'être fusillé !

Face à la note sur la guerre expédiée aux alliés et aux tergiversations des conciliateurs du comité exécutif, la réponse des ouvriers fut de sortir dans la rue, massivement, les armes à la main, en colonnes exaspérées.

C'était le moment où les membres du parti politique étaient plus à gauche que ses cadres, et les masses ouvrières plus à gauche que "la base" du parti et toutefois, sans orientations qui montrent le chemin de la prise du pouvoir. C'est Lénine qui va montrer ce chemin. Son apport sera décisif.

LES THESES D'AVRIL

Lénine, de retour d'exil, présente ses thèses au parti bolchévik le 4 avril. Elles représentent un véritable bouleversement pour le parti dont la plupart des membres sont sidérés et pense que, trop longtemps coupé de la réalité russe, il se trompait. Toute une bataille politique s'enclanche. Elle sera décisive pour le redressement du parti qui pourra alors montrer le chemin aux ouvriers, répondre aux questions qu'ils se posaient et peser de façon décisive dans l'issue du rapport de forces. Dans cette bataille, les bolchéviks parviendront à se redresser jusqu'à la hauteur de leurs responsabilités historiques, les menchéviks et les autres finiront par sombrer.

(suite p. 7)

Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

tauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières, nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

● L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

● L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.